



Nouvelles ruralités en Lorraine : un «désir de campagne» limité à quelques espaces résidentiels et récréatifs

Les espaces ruraux lorrains couvrent la moitié de la région et abritent, comme en France métropolitaine, près d'un habitant sur six autour de 21 pôles d'emploi majeurs. L'industrie, notamment l'agroalimentaire, la santé-action sociale, mais aussi l'armée, l'agriculture et l'artisanat, constituent leur armature économique.

Un certain renouveau démographique s'y observe depuis 1999, à l'instar du mouvement initié dix ans plus tôt en France, mais en Lorraine, celui-ci reste limité à quelques cantons proches des villes, dont il prolonge l'étalement urbain dans des campagnes qui bénéficient désormais des revenus tirés de l'économie résidentielle. Le tourisme, à travers les résidences secondaires, la fréquentation de sites naturels, musées et manifestations, parvient à capter d'autres sources financières pour irriguer l'économie rurale. Mais ceci reste insuffisant pour combler les écarts de niveau de vie et de développement dont souffrent nombre de pôles d'emploi et les franges rurales de l'ouest de la région entrées en phase de marginalisation démographique. Le maintien d'équipements de proximité et de services à la population, notamment dans le domaine de la santé, appuyé au besoin sur les projets de territoire portés par les intercommunalités, demeure un objectif prioritaire pour les espaces ruraux qui espèrent rester attractifs ou le devenir, à l'heure où se profilent un vieillissement de la population et un recul de l'emploi sur fond de repli de l'emploi industriel, de crise économique et de restructurations militaires.

Les campagnes françaises ont connu un exode rural important jusqu'au milieu des années soixante-dix puis une stagnation jusqu'au début des années 1990, qui semblaient les condamner au déclin démographique et économique. Éloignées des métropoles et de leur périphérie, considérées jusqu'il y a peu comme les seuls espaces de croissance possible, elles bénéficient pourtant aujourd'hui d'un nouvel attrait.

Le regain démographique des espaces ruraux observé au niveau national depuis 1999, véritable rupture de tendance avec l'entrée dans un lent processus de repeuplement, incite à

s'interroger sur la présence ou non du même phénomène en Lorraine. Il se double d'une interrogation quant à leur dynamique de développement à l'heure où leur capacité productive ne semble pas suffisante pour expliquer ce phénomène.

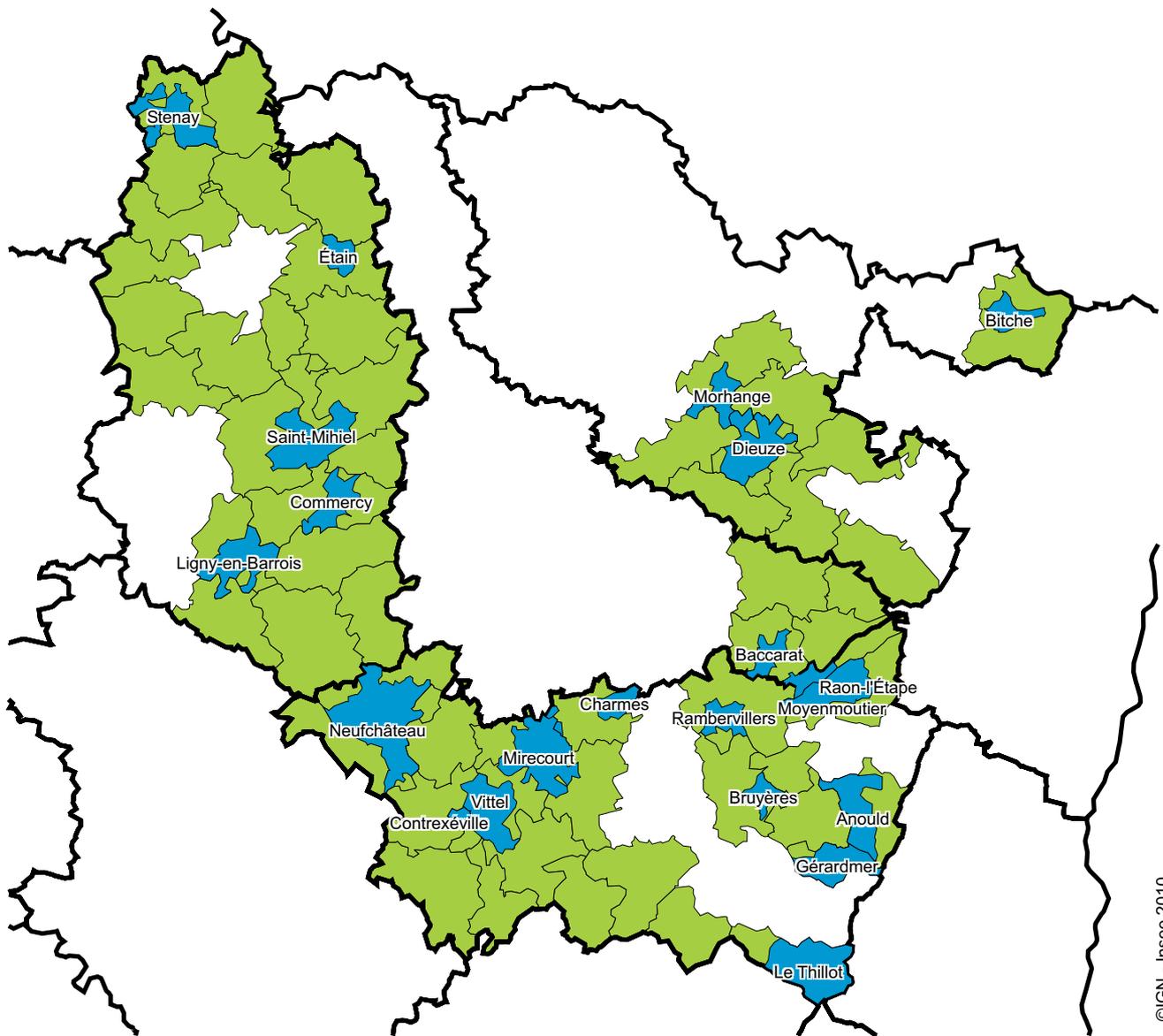
Dans une première partie, on examinera l'emploi et sa dynamique, puis les évolutions démographiques. La "théorie de la base économique" donnera un fondement au bouclage de la dynamique croisée emploi/population sur l'espace de référence et sur ses dérivées en termes de construction de logements.

Dans une seconde partie, sur les mêmes bases théoriques, la déclinaison de l'économie présentielle s'articulera sur la question des revenus, des équipements et des aménités qui fondent l'attractivité des territoires.

Enfin, au travers d'une analyse atouts/faiblesses, opportunités/menaces (AfoM), où le contexte récent de la crise sera tout particulièrement documenté, on identifiera les enjeux pour les

décideurs publics et les interactions sur lesquelles ils appuieront leurs choix. On tracera également les pistes d'avenir du développement du rural pour des projets innovants et durables.

1 089 communes, dont 21 pôles d'emploi ruraux



Rural
■ Pôles d'emploi ruraux
■ Petites communes rurales

Source : Insee, recensement de la population 1999

©IGN - Insee 2010

Première partie : dynamique de l'emploi, de la population et des logements

Une croissance démographique plus tardive, moins forte et limitée aux espaces ruraux proches des villes

416 000 habitants, essentiellement meusiens ou vosgiens

Début 2007, la Lorraine compte 416 000 habitants dans ses espaces ruraux (soit, comme la France métropolitaine, 18% de sa population) ce qui la classe au 16^{ème} rang national car elle affiche toujours un profil marqué par l'importance des populations urbaines et périurbaines.

Les ruraux sont très peu présents en Meurthe-et-Moselle et en Moselle où ils représentent seulement 3% et 7% de la population, à l'exception toutefois de l'est du Lunévillois (54) et de son voisin le Saulnois, des cantons de Bitche et Lorquin (57). Plus des trois quarts des ruraux lorrains résident donc dans la Meuse et les Vosges où ils composent encore plus de la moitié de la population et occupent l'essentiel du territoire, hors les espaces urbains autour de Bar-le-Duc et Verdun (55), Épinal, La Bresse, Remiremont et Saint-Dié-des-Vosges (88).

Le zonage en aires urbaines et en aires d'emploi de l'espace rural (voir encadré) permet de répartir le millier de communes rurales lorraines en deux catégories : 152 appartiennent à un "pôle d'emploi rural" ou à sa couronne, 937 constituent les autres communes rurales qu'on appellera ici "petites communes rurales", l'ensemble correspondant à 58 cantons.

21 pôles d'emploi majeurs, dont 12 dans les Vosges

Avec 133 000 emplois comptabilisés dans son périmètre, le rural lorrain ne regroupe en 2006 que 15% des emplois de la région.

Son marché du travail est structuré par 21 pôles d'emploi majeurs, comptant chacun un minimum de 1 500 emplois, et regroupant à eux seuls la moitié des emplois du rural.

Les plus nombreux et les plus importants, par le nombre d'emplois proposés, se trouvent dans les Vosges où ils assurent un fort maillage du territoire relayant les agglomérations d'Épinal, Remiremont et Saint-Dié-des-Vosges. Gérardmer, Le Thillot, Mirecourt, Neufchâteau, Vittel comptent de 4 600 à 5 400 emplois chacun. Ils sont suivis par Commercy et Ligny-en-Barrois (55), Bitche et Dieuze (57), 3 000 à 4 400 emplois chacun. Enfin, Baccarat (54), Étain, Saint-Mihiel et Stenay (55), Morhange (57), Anould, Bruyères, Charmes, Contrexéville, Moyenmoutier, Rambervillers et Raon-l'Étape (88) complètent cette liste principale.

Celle-ci est renforcée par une trentaine de pôles d'emploi secondaires dans les petites communes rurales : Château-Salins (57), Châtenois, Fraize, Le Val-d'Ajol, Liffol-le-Grand, Rupt-sur-Moselle et Xertigny (88) qui offrent plus de 1 000 emplois ; Blâmont et Cirey-sur-Vezouze (54), Clermont-en-Argonne, Dieue-sur-Meuse, Gironcourt-sur-Vraine, Gondrecourt-le-Château, Montmédy, Pagny-sur-Meuse, Tronville-en-Barrois, Vaucouleurs, Vigneulles-

lès-Hattonchâtel et Void-Vacon (55), Abreschviller et Lorquin (57), Bulgnéville, Corcieux, Darney, Granges-sur-Vologne, Plombières-les-Bains et Vincey (88) qui offrent chacun de 500 à 1 000 emplois.

L'agriculture dans la Meuse, l'ouest vosgien et le Saulnois

La présence d'agriculteurs a longtemps été, avec une faible densité de population, une des variables clés pour retenir qu'un territoire est rural ou non. Mais la mécanisation et l'agriculture extensive sont venues bousculer cette définition traditionnelle : en 2006, l'agriculture représente à peine plus de 2% des emplois lorrains, et depuis 1990 ce sont plus de 8 000 emplois qui ont disparu dans ce secteur d'activité.

Dans les espaces ruraux lorrains, si le nombre d'exploitants a été fortement réduit (moins de 6 000 exploitations professionnelles estimées aujourd'hui), l'agriculture dessine toutefois encore une large partie du paysage, tout comme la forêt, en occupant environ 575 000 hectares, soit 48% des terres. Elle

Population lorraine par département en 2007

Nombre d'habitants

	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Vosges	Lorraine
Pôles d'emploi ruraux	6 300	30 300	17 500	97 200	151 300
Petites communes rurales	16 500	86 700	53 700	108 200	265 100
Total du rural	22 800	117 000	71 200	205 400	416 400
Ensemble de la population	726 600	194 000	1 039 000	380 300	2 339 900

Part (%)

	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Vosges	Lorraine
Pôles d'emploi ruraux	1	16	2	26	6
Petites communes rurales	2	45	5	28	11
Total du rural	3	60	7	54	18
Ensemble de la population	100	100	100	100	100

Source : Insee, recensement de la population

emploi 10 300 personnes, dont 8 300 dans les petites communes rurales où elle représente encore près de 14% des emplois, mais les retraités (13 000) y sont plus nombreux que les actifs.

C'est dans la Meuse, notamment l'Argonne, l'ouest vosgien et le Saulnois, que l'agriculture reste la plus présente. Dans les cantons de Montfaucon-d'Argonne, Seuil-d'Argonne et Varennes-en-Argonne (55) et Lamarche (88), autour de Dieuze (57) et Coussey (88), les habitants appartenant au "monde agricole" (agriculteurs en activité et en retraite) représentent de 15% à 20% de la population.

Reste que la filière souffre en 2009 de l'effondrement des cours, notamment du lait, et que la transformation de leurs produits par les exploitants ou la vente directe, si elles peuvent constituer une activité à plus forte valeur ajoutée, restent marginales.

La profession demeure cependant fortement orientée vers l'avenir. De cela témoigne la forte implantation d'établissements d'enseignement spécialisé. Le rural lorrain accueille ainsi 10 des 20 établissements d'enseignement agricole à Commercy, Damvillers, Stenay et Vigneulles-lès-Hattonchâtel (55), Château-Salins (57), Bulgnéville, Harol, Mirecourt, Ramonchamp et Rville-aux-Chênes (88).

L'industrie surtout dans les Vosges et dans de grands établissements

L'industrie avec 34 000 emplois en 2006 reste une composante essentielle du tissu économique des espaces ruraux où elle occupe encore 26% des actifs contre seulement 17% dans le reste de la Lorraine.

Les industries agricoles et alimentaires (7 250 emplois) y sont le secteur dominant avec notamment des eaux de table réputées et pas moins de 9 fromageries, devant le bois-papier (4 700), les équipements du foyer, surtout le meuble, l'optique et le siège (4 100) et le travail des métaux (4 000).

Suivent par ordre décroissant d'effectifs les équipements mécaniques (3 000 emplois), les produits minéraux (2 800), le textile (2 200), la chimie-caoutchouc-plastiques (2 100) et l'automobile (1 550). Hormis le travail des métaux et surtout l'automobile, toutes ces activités sont plus représentées dans le rural que dans le reste de la Lorraine.

Et c'est parmi l'industrie que l'on va retrouver naturellement la plupart des grands établissements employeurs : Nestlé à Vittel et Contrexéville dans les eaux de table ; Marcillat à Corcieux, Union Laitière Vitteloise à Bulgnéville, Henri Hutin à Dieue-sur-Meuse, etc. pour les

fromageries ; Senoble à Château-Salins pour le lait et les produits frais ; la Socopa à Domvallier pour la viande ; Clairefontaine à Étival-Clairefontaine, Novacare à Laval-sur-Vologne, Egger à Rambervillers, etc. pour le bois-papier ; la Manufacture vosgienne de meubles à Mattaincourt, Manuest à Châtenois, etc. pour le meuble, Essilor à Ligny-en-Barrois pour l'optique, Collinet à Baudignécourt et Pierre Laval à Liffol-le-Grand pour le siège ; Wagon Automotiv à Gérardmer, etc. pour le travail des métaux ; Trane à Charmes et Huot à Saint-Mihiel pour les équipements mécaniques ; les Cristalleries de Baccarat, Q-I Manufacturing France à Gironcourt-sur-Vraine, Ficomirrors à Dieuze, les Cristalleries de Saint-Louis, etc. pour le verre et les produits minéraux ; Bihr Frères à Uriménil, Linvosges à Gérardmer, etc. pour le textile ; Rehau à Morhange et Sodetal à Tronville-en-Barrois, etc. pour la chimie-caoutchouc-plastiques ; TRW à Ramonchamp, Évobus à Ligny-en-Barrois, Grupo Antolin à Rupt-sur-Moselle, etc. pour l'automobile.

Au total, 75 grands établissements industriels (de 100 salariés ou plus fin 2007) sont implantés dans le rural lorrain. Ils y emploient 18 000 salariés soit un peu plus de la moitié des salariés de l'industrie. Parmi eux, 60% se retrouvent dans le seul département des Vosges ce qui explique la part relativement élevée des ouvriers dans la population résidente vosgienne. Mais ce qui montre aussi la forte concentration de l'industrie et la vulnérabilité du département des Vosges et sa surexposition à la concurrence internationale et aux délocalisations.

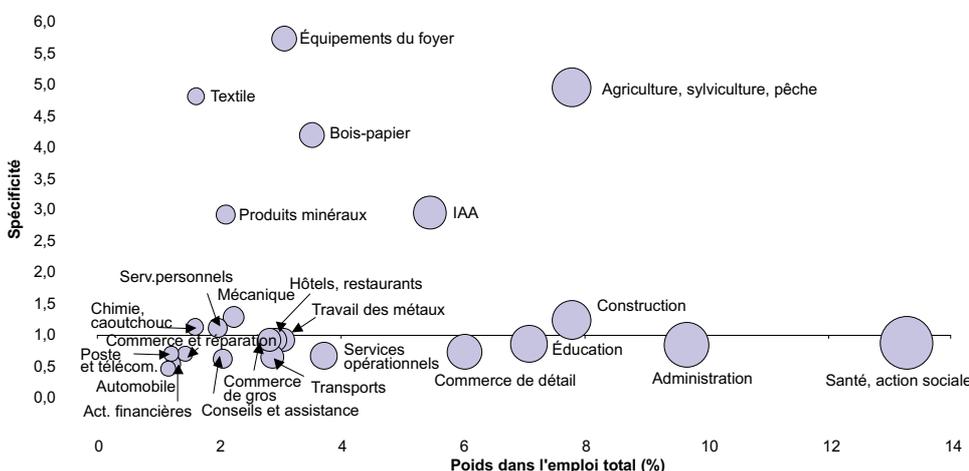
Plus d'ouvriers dans les Vosges

La disparition progressive mais soutenue des agriculteurs laisse de fait d'autres spécificités sociales et économiques aux espaces ruraux.

On dénombre proportionnellement plus de travailleurs indépendants (artisans, commerçants et professions libérales, hors agriculture) que dans le reste de la Lorraine, qu'ils soient actifs ou retraités (près de 5%, contre 3%).

Spécificités dans l'agriculture, les IAA, le bois-papier, les équipements du foyer, les produits minéraux et le textile

Emploi au lieu de travail dans les espaces ruraux en 2006, y compris la défense



Spécificité : poids du secteur dans l'emploi de l'espace rural rapporté au poids du même secteur dans le reste de la Lorraine

Source : Insee, recensement de la population

En revanche, les cadres et professions supérieures sont moins représentés (3%, contre 4%), excepté dans les pôles d'emploi de Gérardmer et Vittel (88) et autour de Dieuze (57) où ils représentent 5% des résidents.

Mais c'est la surreprésentation d'ouvriers, conséquence d'importantes activités industrielles présentes et passées, qui distingue le plus les espaces ruraux lorrains du reste de la région. La "population ouvrière" (ouvriers actifs et retraités) y représente 24% de la population, tant des pôles d'emploi ruraux que des petites communes rurales, contre 16% dans le reste de la Lorraine. Ceci est notamment vrai pour les Vosges où leur part dans la population atteint même 25% à 30% dans les pôles d'emploi de Moyenmoutier, de Raon-l'Étape et du Thillot, autour de ceux de Fraize et Neufchâteau, et dans le canton de Corcieux. Hors Vosges, il n'y a que le canton de Cirey-sur-Vezouze (54) qui présente un profil ouvrier aussi marqué.

Moins de services mais plus souvent publics

L'autre grand secteur d'activité présent dans le rural est, comme ailleurs, celui des services. Avec 64 000 emplois il est même en volume, de loin le premier. Toutefois, en proportion, les services sont nettement moins représentés dans le rural (48% des emplois), que dans le reste de la Lorraine (62%). Leur part tombe même à 43% dans les petites communes rurales.

La santé et l'action sociale (17 600 emplois), l'administration (12 000) et l'éducation (9 400) sont les principaux secteurs employeurs. Ils sont suivis notamment des services opérationnels (4 900), des hôtels-restaurants (3 900), des transports (3 800), des conseils et assistance (2 700), des services personnels et domestiques (2 600), mais aucune de ces huit activités n'est surreprésentée dans le rural par rapport au reste de la Lorraine.

Toutefois, les pôles d'emploi ruraux se distinguent par l'importance de leurs emplois publics (26%, contre 18% dans les autres communes rurales et 24% dans le reste de la région). Une

situation qui découle en grande partie de la présence de 5 400 emplois dans la santé et l'action sociale, avec notamment les centres hospitaliers de Mirecourt et de Lorquin, ceux de Gérardmer, Neufchâteau, Vittel, etc. ; et de l'implantation de 4 sites militaires à Bitche, Commercy, Dieuze et Étain qui emploient ensemble 4 000 personnes et se classent parmi les 6 premiers employeurs du rural.

Au cours des deux dernières décennies, alors que l'emploi industriel a chuté, celui dans l'éducation, la santé et l'administration a progressé. De ce fait, l'importance relative du secteur public dans l'emploi total s'est renforcée au fil des années, pour s'établir à 22% en 2007.

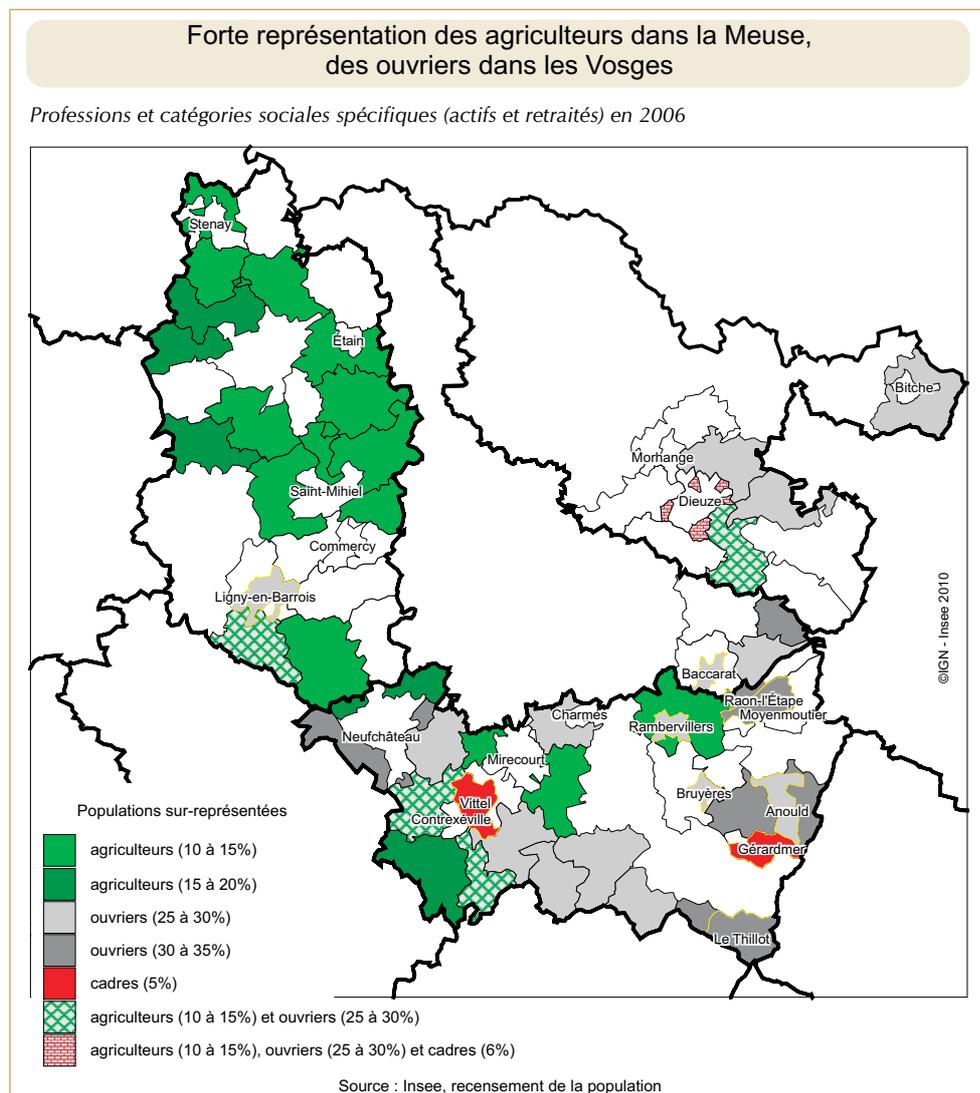
La partie rurale du département de la Moselle concentre à elle seule la moitié de ces emplois publics, avec de fortes spécialisations, militaire à Bitche et Dieuze et médico-sociale dans le canton de Lorquin qui compte

dans son chef-lieu, mais aussi à Abreschviller et Saint-Quirin, plusieurs centres spécialisés dans l'accueil et les soins auprès d'adultes et d'enfants en difficulté (traitements de handicaps, réadaptation fonctionnelle, psychiatrie, Alzheimer...).

Croissance menacée de l'emploi dans les villes de garnison - Décroissance engagée dans des ex-bastions mono-industriels

Entre 1999 et 2006, les espaces ruraux lorrains ont gagné dans leur ensemble 3 600 emplois, mais cette croissance reste moitié moindre de celle observée dans le reste de la région et ne profite ni à tous les secteurs d'activité ni à tous les secteurs géographiques.

L'agriculture perd ainsi 1 200 emplois (-10%) qui s'ajoutent aux près de 4 000 déjà perdus lors de la décennie précédente.



L'industrie ne va pas mieux et perd encore 6 000 emplois (-15%, contre -12% dans le reste de la Lorraine elle-même inscrite sur une pente de désindustrialisation forte) qui succèdent aux 6 600 disparitions enregistrées auparavant. Elle a beaucoup souffert dans les équipements du foyer (-1 700 emplois), l'habillement-cuir (-1 100), le textile (-850), les industries agroalimentaires (-600), le bois-papier, la chimie-caoutchouc-plastiques et les produits minéraux (-500

chacun), l'automobile (-400). Sur cette période, seul le secteur du travail des métaux a vu ses effectifs augmenter (+400).

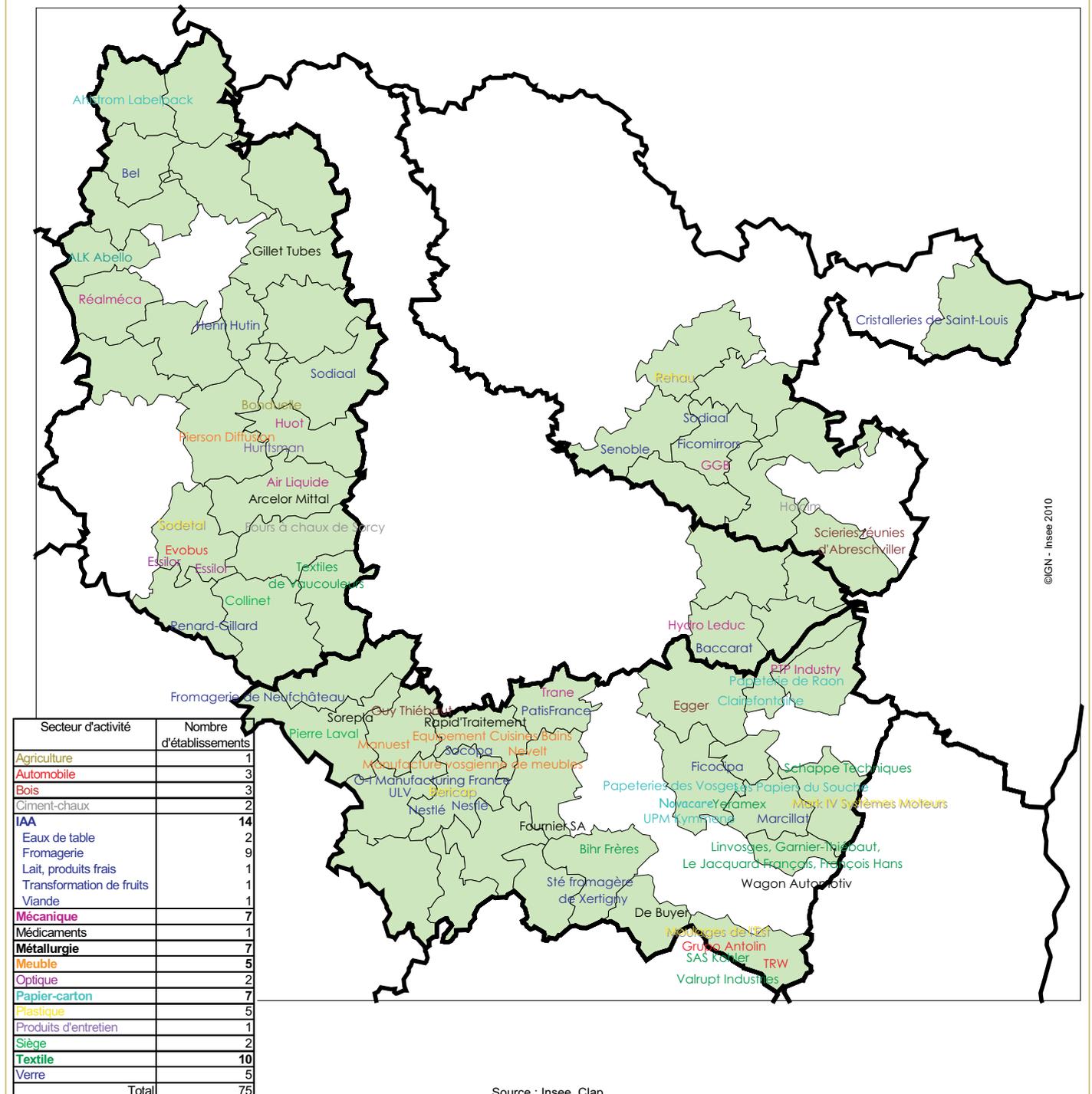
La construction en revanche se porte nettement mieux. Le secteur a gagné 1 600 emplois (+18%, contre +15% dans le reste de la Lorraine) ce qui constitue une inversion de tendance avec le passé récent. On peut y voir une des conséquences du boom de la construction neuve

dans les petites communes rurales qui enregistrent à elles seules les deux tiers des gains.

Quant au commerce, il gagne des emplois, mais uniquement dans les pôles d'emploi ruraux (+950 emplois, soit +13%), alors que les petites communes rurales en perdent (-250 emplois, soit -5%), signalant un mouvement de relocalisation-concentration lié à un effet d'échelle des zones de chalandise.

IAA (fromage), optique et mécanique dans la Meuse
 IAA (eaux, fromage et viande), meuble, papier-carton, bois et textile dans les Vosges

Établissements industriels de 100 salariés ou plus au 31/12/2007



Mais à l'opposé, 5 pôles d'emploi ruraux et 8 petites communes rurales rappellent les stigmates des difficultés passées dans la mono-industrie, notamment dans le meuble, la chaussure, le verre ou

encore le textile et voient leur emploi continuer à décroître : Ligny-en-Barrois et Saint-Mihiel (55), Morhange (57), Contrexéville et Moyenmoutier (88) d'une part ; Gondrecourt-le-Château (55), Goet-

zenbrück et Moussey (57), Bains-les-Bains, Darney, Gironcourt-sur-Vraine, Liffol-le-Grand et Xertigny (88) d'autre part. La réforme des armées est toutefois de nature à faire basculer des pôles d'emploi de ce type dans cette seconde catégorie.

Un renouveau démographique plus récent, beaucoup plus faible et limité aux petites communes

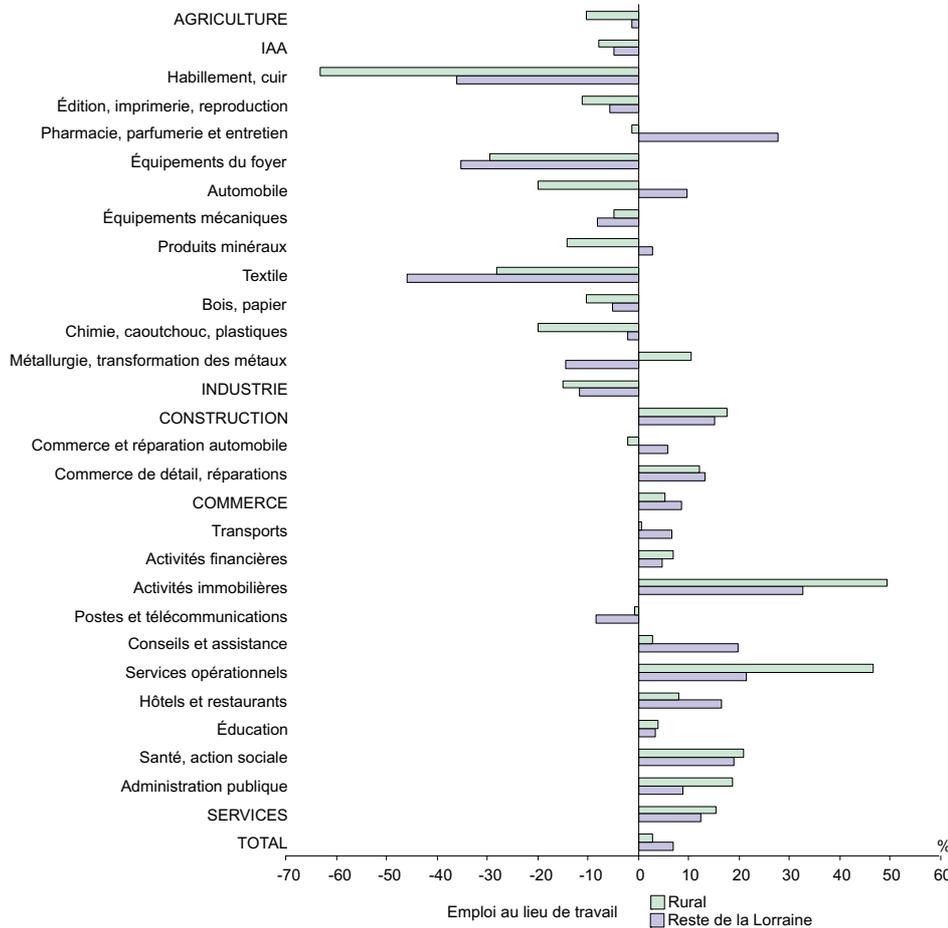
Les recensements menés depuis 2004 ont apporté une bonne nouvelle : les espaces ruraux lorrains gagnent des habitants. Mais on ne peut pas pour autant affirmer qu'ils s'engagent durablement dans la voie tracée dix ans plus tôt et confirmée depuis par les espaces ruraux français (voir encadré). Le taux de croissance de la population rurale lorraine entre 1999 et 2007 n'est en effet que de 0,8% (contre 5,7% en France), mais tout au moins, cette tendance rompt avec des décennies continues de perte de population.

Toutefois, l'évolution de la population rurale lorraine reste handicapée par le manque de dynamisme de ses pôles d'emploi. Dans leur ensemble, et contrairement à leurs homologues de France métropolitaine, ceux-ci perdent des habitants (3 000 entre 1999 et 2007), sous le double effet d'une détérioration du solde naturel désormais négatif par suite d'une chute sensible du nombre de naissances, et d'un solde migratoire qui ne parvient toujours pas à dégager un excédent, hormis parmi la population des plus de 70 ans et notamment les plus de 80 ans. L'attractivité des pôles d'emploi ruraux lorrains reste donc limitée à la seule catégorie des retraités les plus âgés et repose uniquement sur la localisation de maisons de retraite et autres structures d'accueil. De fait, elle concerne une population trop âgée pour bénéficier du pouvoir d'achat des "jeunes" retraités.

Le renouveau démographique du rural lorrain est donc avant tout porté par les petites communes rurales qui enregistrent pour la première fois depuis fort longtemps

Recul de l'emploi industriel

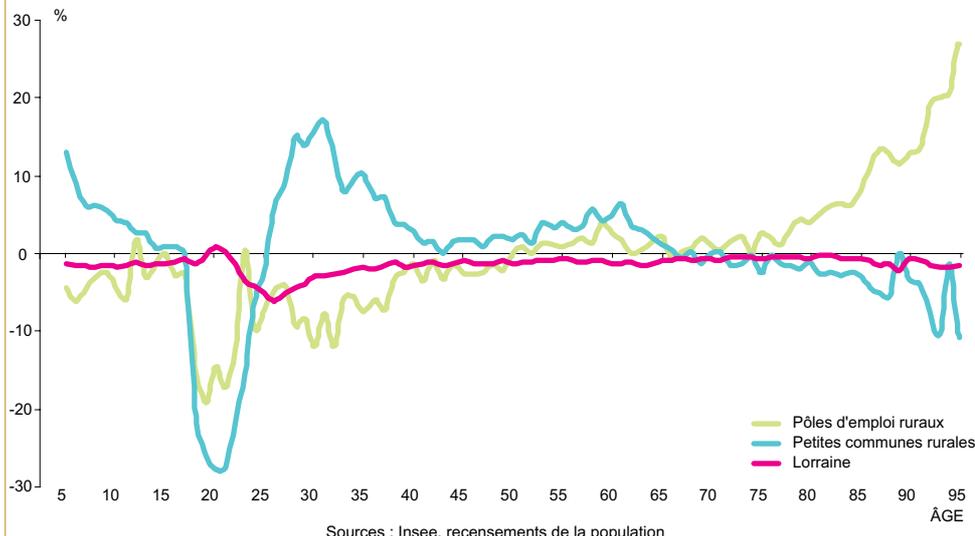
Évolution de l'emploi 1999-2006 par secteur d'activité



Sources : Insee, recensements de la population

Les pôles d'emploi attractifs seulement au-delà de 70 ans et fortement passé 80 ans Les petites communes rurales attractives pour les 28-35 ans avec enfant(s) et les 50-60 ans

Impact des migrations 1999-2006 selon l'âge (personnes de 5 ans et plus)



Sources : Insee, recensements de la population

une hausse de leur population : 6 400 habitants supplémentaires entre 1999 et 2007. Fait nouveau, cette croissance est assurée en grande partie par un solde migratoire positif. Les petites communes rurales sont en effet devenues attractives pour deux types de population : les ménages composés de personnes de 28 à 35 ans avec enfant(s) et les seniors de 50 à 60 ans. Avec 36 000 nouveaux arrivants, c'est 14% de leur population qui a été renouvelée en 5 ans. Cette situation s'observe tout particulièrement dans les cantons de la façade est de la Meuse, les environs de Saint-Dié-des-Vosges et d'Épinal.

Diffusion de l'étalement urbain dans les campagnes les plus proches des villes

Géographiquement, cet engouement pour les communes rurales concerne prioritairement celles situées dans les secteurs les plus proches des pôles urbains du Sillon mosellan, mais aussi de Saint-Dié-des-Vosges, du Luxembourg et de la Belgique, signe de la diffusion de l'étalement urbain, au-delà du périurbain, dans les campagnes les plus proches des villes.

Les métropoles régionales transmettent ainsi leur dynamisme aux cantons de la façade est de la Meuse (Commercy, Étain, Fresnes-en-Woëvre, Spincourt, Vigneulles-lès-Hattonchâtel et Void-Vacon) ; dans le canton mosellan de Grostenquin ; dans les cantons vosgiens de Brouvelieures, Dompaire et Rambervillers. Le même phénomène s'observe mais à un degré moindre dans ceux de Montiers-sur-Saulx, Montmédy, Saint-Mihiel et Souilly (55) ; Albestroff, Fénétrange et Lorquin (57) ; Charmes (88). Tous associent aujourd'hui soldes naturel et migratoire positifs, à l'exception des cantons de Fénétrange et Lorquin où la présence de plusieurs structures d'accueil pour personnes âgées fait que les décès sont nombreux.

Mais cet engouement exclut toutefois quelques pôles d'emploi ruraux pourtant au cœur de ces cantons géographiquement privilégiés :

Saint-Mihiel (55), Morhange (57), Rambervillers (88). La croissance démographique est également absente pour les pôles d'emploi qui ne trouvent que dans leur contexte local, le ressort de leur activité : notamment Ligny-en-Barrois (55), Contrexéville et Vittel (88), voire Stenay (55), Mirecourt, Neufchâteau (88) et le canton de Monthureux-sur-Saône, tous frappés par une forte émigration (sauf Stenay).

Ouest et sud vosgiens en déclin démographique confirmé, l'Argonne en sursis

Analysé sur une échelle de temps plus longue, 1990-1999 et 1999-2006, le fossé s'est creusé entre les territoires ruraux proches des agglomérations du Sillon mosellan, principale voire unique zone de croissance de la population et de l'emploi en Lorraine, et ceux qui en sont éloignés, notamment ceux situés aux franges de la région, au

voisinage des Ardennes et de la Haute-Marne, départements entrés en plein marasme démographique et ceux limitrophes du nord-ouest de la Haute-Saône, pour lesquels les perspectives de développement à terme n'apparaissent pas.

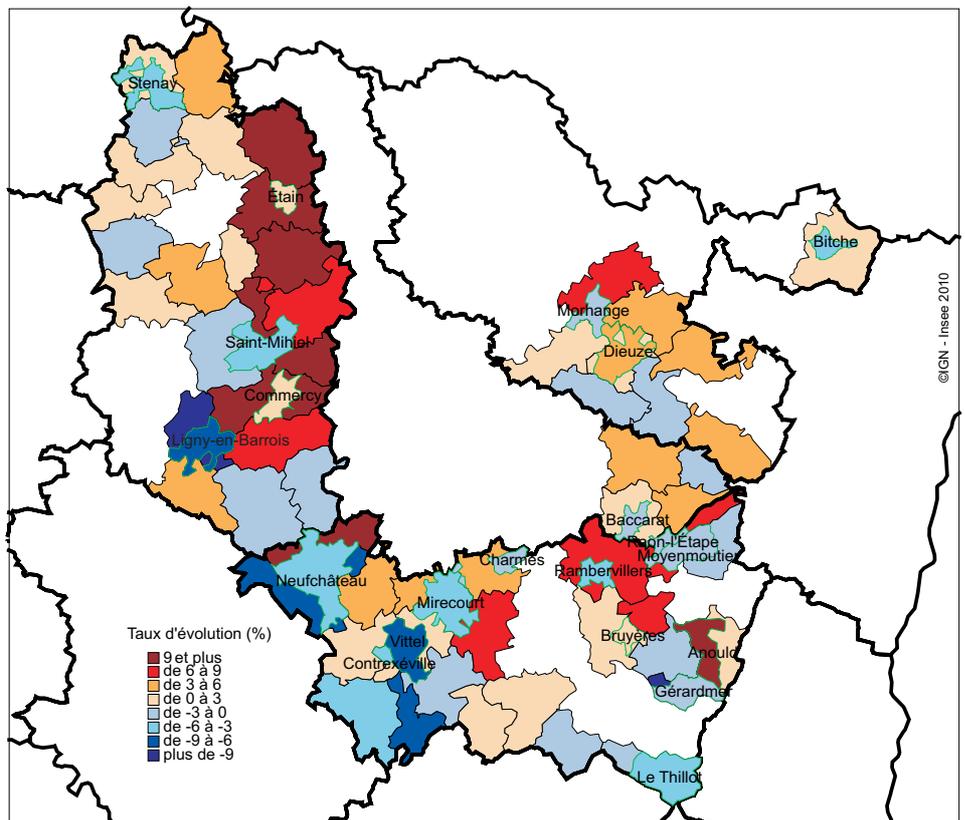
Le déclin démographique est ainsi confirmé dans un vaste ensemble couvrant l'ouest vosgien, les Vosges saônoises et la Haute vallée de la Moselle où à l'exception très récente des cantons de Bains-les-Bains, Châtenois, Coussey et Xertigny, la population ne cesse de baisser depuis 20 ans, voire 40 ans dans les Vosges saônoises.

La situation est identique pour les pôles d'emploi de Ligny-en-Barrois, Saint-Mihiel et Stenay (55), Mirecourt et Senones (88) et le canton de Réchicourt-le-Château (57).

L'Argonne constitue un second ensemble préoccupant dans ses cantons de Clermont-en-Argonne, Montfaucon-d'Argonne, Seuil-d'Argonne et Varennes-en-Argonne (55). La population n'y baisse plus,

Fort attrait de la façade est de la Meuse, des environs de Saint-Dié-des-Vosges et Épinal Désaffection pour Ligny-en-Barrois et l'ouest vosgien

Taux d'évolution de la population entre 1999 et 2007 (%)



Sources : Insee, recensements de la population

mais le peut-elle encore au vu du faible nombre d'habitants (en moyenne 13 habitants par km²).

Ici, comme dans l'ouest et le sud vosgiens, la proportion de personnes âgées, favorisée il est vrai par la présence de maisons de retraite, est déjà nettement supérieure à la moyenne (29% ou plus, contre 24% pour l'ensemble du rural lorrain) et renforce le risque de marginalisation de ces territoires.

La "théorie de la base économique" pour expliquer le renouveau de certains secteurs ruraux

La dissociation fréquente entre zone de croissance de l'emploi et zone de croissance de la population oblige à s'interroger sur les origines du renouveau démographique de certains secteurs ruraux et à retenir l'hypothèse que le développement d'un territoire ne repose pas uniquement sur sa capacité productive privée et les revenus qu'il tire de la vente de ses biens à l'extérieur, mais que d'autres moteurs interviennent.

Cette approche qui repose sur l'ensemble des revenus captés par le territoire est connue sous le nom de "théorie de la base économique". Outre la richesse privée créée localement, elle inclut dans le moteur du développement, les revenus des agents locaux de la fonction publique, les pensions perçues par les retraités, les transferts sociaux (allocations chômage, RMI, API, AAH, etc.), les traitements et salaires des actifs résidents mais occupés hors de son périmètre, les dépenses des touristes.

Dès lors, la vitalité de certains espaces ruraux ne peut se limiter à l'étude de leur vigueur démographique et économique. Aux indicateurs liés à la population et à l'emploi locaux, il convient d'ajouter ceux liés à l'emploi extérieur, aux revenus (y compris ceux des retraités), à la pauvreté-précarité, mais aussi au tourisme et depuis peu à l'environnement.

Car la campagne originellement productive, peut être aussi aujourd'hui une campagne résidentielle et une campagne récréative.

Le rural proche des villes dopé par l'économie résidentielle

La forme dominante prise par l'évolution de la population lorraine au cours des vingt dernières années est celle de la périurbanisation. Elle va de pair avec le développement des mobilités quotidiennes domicile-travail. Les espaces ruraux lorrains échappent encore pour partie à ce phénomène, mais celui-ci gagne du terrain.

En 2006, la population active résidente dans le rural s'élève à 186 500 personnes, dont 165 000 ont un emploi et 21 500 (soit 11,5%) ont déclaré être au chômage. Parmi ces actifs occupés, 107 000 travaillent dans le rural lui-même, dont un tiers dans leur commune de résidence.

Mais le rural n'offre que 133 000 emplois dans son périmètre, de fait, 58 000 actifs (soit 35% de ceux qui ont un emploi) en sortent chaque jour pour travailler à l'extérieur. Dans l'autre sens, ils sont quotidiennement 26 000 actifs à entrer dans le périmètre du rural pour y travailler mais sans y résider.

L'analyse des mobilités résidentielles entre les recensements de 1999 et 2006 montre clairement que les espaces ruraux qui se repeuplent sont ceux les plus proches des villes et qui bénéficient tout particulièrement de leur situation géographique à proximité d'un ou plusieurs grand(s) pôle(s) d'emploi qui attire(nt) la majorité de leurs actifs. 14 cantons ruraux qui concentrent 40% des gains de population enregistrés dans le rural au cours de cette période illustrent ce phénomène, au point qu'ils sont tout proches en 2006 d'intégrer la sphère du périurbain si ce n'est pas déjà fait : Badonviller (54) attiré par Lunéville et Baccarat ; Fresnes-en-Woëvre, Souilly et Verdun-Est (55) gagnés par Verdun, mais aussi Metz et Jarny pour Fresnes-en-Woëvre ; Montmédy et Spincourt (55) où l'influence du travail frontalier est grandissante (37% des actifs occupés travaillent en Belgique pour le premier, 20% au Luxembourg pour le second) ; Albestroff et Grostenquin (57), tournés

de plus en plus vers Morhange et Saint-Avold ; Fénétrange et à un degré moindre Réchicourt-le-Château (57) placés dans l'orbite de Sarrebourg ; Vic-sur-Seille (57) où seulement un tiers des actifs résident et travaillent dans le canton ; Brouvelieures (88) qui s'est rapproché de Saint-Dié-des-Vosges ; et Dompierre et Xertigny (88) d'Épinal.

Côté pôles d'emploi ruraux, si Gérardmer parvient à maintenir son niveau d'emploi au-dessus de 5 000 emplois comme c'est le cas en 2006, il quittera également la sphère rurale pour intégrer la liste des pôles d'emploi urbains.

Mais le desserrement de la population du centre vers la périphérie qui permet au périurbain lorrain, et désormais aussi à une partie du rural, de se repeupler, ne semble pas pouvoir atteindre l'ensemble du territoire régional. Car reposant sur les migrations quotidiennes des actifs des campagnes vers les villes, il ne s'observe que dans un rayon relativement court. De fait, il accroît les inégalités territoriales entre les espaces ruraux, selon qu'ils sont ou non à la périphérie d'une grande ville et conduit les plus éloignés au déclin.

De même, il y a très peu à attendre du travail frontalier pourtant locomotive de l'emploi dans la région avec 82 500 personnes en 2006, soit 8,6% des actifs occupés lorrains. Il est insignifiant pour la plupart des territoires ruraux, trop éloignés de la Belgique, du Luxembourg ou de l'Allemagne. Seuls 3 650 ruraux lorrains, soit 0,2% des actifs occupés du rural, sont concernés par le phénomène et celui-ci se limite à 5, voire 6 cantons : Montmédy, Damvillers, Spincourt et Stenay (55), Bitche (57), voire Dun-sur-Meuse (55).

Quant aux navettes quotidiennes des actifs ruraux, hors de la Lorraine vers les régions françaises limitrophes, elles restent extrêmement limitées : seulement 8 200 personnes, soit 5% de la population active occupée, franchissent les frontières régionales pour travailler en Alsace, Champagne-Ardenne ou Franche-Comté. Et là aussi les cantons où ce mouvement concerne plus de 10% des actifs sont rares. On peut noter l'attraction exercée par la Marne sur 310 et 70 actifs (soit 20% et 11%) des cantons de

Clermont-en-Argonne et Varennes-en-Argonne ; celle de la Haute-Marne sur 190 et 170 actifs (soit 11% et 15%) des cantons de Larmarche et Montiers-sur-Saulx ; et celle de la Haute-Saône sur 300 et 140 actifs (10% et 11%) des cantons de Plombières-les-Bains et Bains-les-Bains. Mais un canton comme Le Thillot ne voit en revanche que 330 de ses actifs (soit 5%) travailler dans le Haut-Rhin et 100 en Haute-Saône.

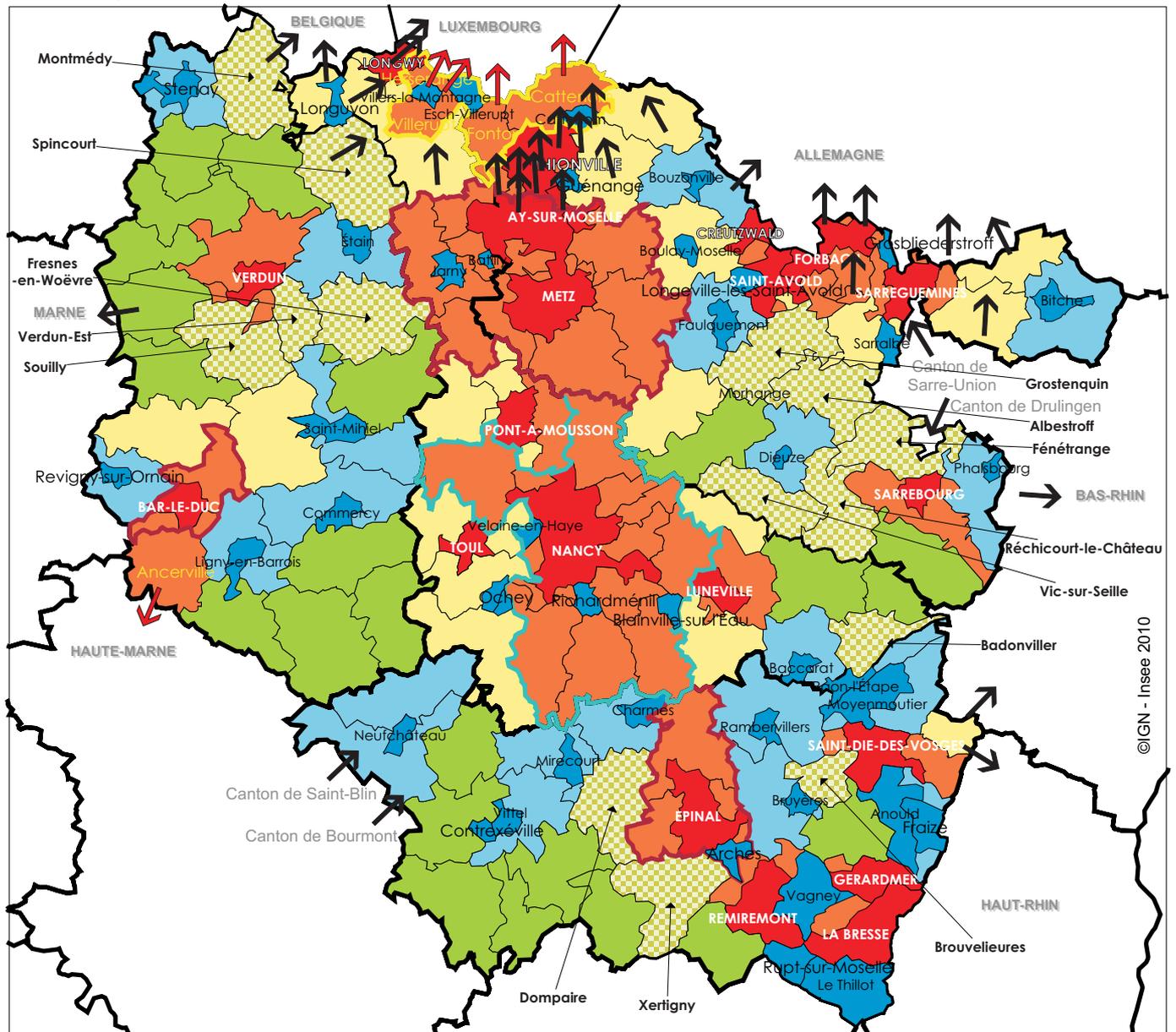
Des logements vacants, signes de désaffection et de peu d'attractivité

Corollaire à la hausse de la population, le nombre de logements dans les espaces ruraux s'est lui aussi accru ces dernières années, sous l'effet du boom de la construction neuve. Depuis 1999, ce sont plus de 1 900 logements qui y ont été bâtis en moyenne chaque année (contre 1 300 de 1990 à 1998).

Mais là aussi les écarts se font sentir selon le type d'espace : les pôles d'emploi ruraux comptabilisent 32% de ces nouvelles constructions, les petites communes rurales les 68% restants (alors qu'elles ne représentent que 62% des résidences principales). Surtout, le phénomène se concentre dans les secteurs qui étaient déjà les plus dynamiques sur le plan démographique. Ainsi, les cantons les plus proches des grandes villes et qui pour

14 cantons ruraux sur le point de rejoindre le périurbain

Bassins d'emploi en 2006 (base cantonale)



- Pôles d'emploi urbains (agglomérations de 5 000 emplois ou plus)
- Cantons périurbains monopolisés (40% ou plus des actifs travaillent dans un pôle d'emploi urbain)
- Cantons périurbains multipolarisés (40% ou plus des actifs travaillent dans un ou plusieurs pôle(s) urbain(s))
- Cantons ruraux sur le point de rejoindre le périurbain
- Pôles d'emploi ruraux (agglomérations de 2 000 à 5 000 emplois)
- Cantons ruraux monopolisés (40% ou plus des actifs travaillent dans un pôle d'emploi rural)
- Cantons ruraux autonomes (40% ou plus des actifs travaillent dans leur canton de résidence)
- Contours des bassins d'emploi de Bar-le-Duc, Épinal, Metz, Luxembourg, et Nancy
- ➔ Cantons dont 40% ou plus des actifs travaillent dans un pôle d'emploi hors de la région
- ➔ Cantons dont 20% à 40% des actifs travaillent dans un pôle d'emploi hors de la région

Source : Insee, recensement de la population

beaucoup vont basculer dans le périurbain sont les zones les plus prisées, offrant un environnement maîtrisé et un emploi à la ville voisine, mais ce sont aussi ceux qui subissent la plus forte pression foncière : cantons d'Étain (55), Albestroff et Grostenquin (57), Dompierre (88), et à un degré moindre ceux appartenant à la façade est de la Meuse, aux environs de Sarrebourg (57), Épinal et Saint-Dié-des-Vosges (88). Hors de ce schéma, il n'y a guère que le canton de Bulgnéville (88) où la construction neuve progresse nettement. Côté pôles d'emploi, seuls Anould et Gérardmer (88) se distinguent en affichant un taux de construction double de la moyenne.

À l'inverse, les cantons de Cirey-sur-Vezouze (54) et Gondrecourt-le-Château (55) enregistrent moins de 5% de constructions neuves, signe de leur manque d'attractivité.

Celui-ci se manifeste également ailleurs et sous une autre forme : la persistance d'un stock élevé de logements vacants, près de 18 000 pour l'ensemble du rural, y compris parfois dans des secteurs où la construction neuve est importante. C'est le cas dans les pôles d'emploi de Baccarat (54), Commercy et Stenay (55), Le Thillot, Mirecourt, Rambervillers, Raon-l'Étape et Senones (88) qui comptent chacun de 200 à 350 logements inoccupés, soit de 10% à 13% du parc des logements et surtout de Saint-Mihiel où leur nombre dépasse les 400 (soit 16%).

La désaffectation pour l'habitat existant ou l'inadéquation entre offre et demande de logement est également visible parmi une quinzaine de petites communes rurales : Badonviller, Blâmont et Cirey-sur-Vezouze (54), Gondrecourt-le-Château et Vaucouleurs (55), Vic-sur-Seille (57), Bains-les-Bains, Celles-sur-Plaine, Dompierre, Fontenoy-le-Château, Lamarche, La Petite-Raon, Monthureux-sur-Saône (88) ; et surtout Réchicourt-le-Château (57), Darney et Portieux (88) où leur part est de 15% à 20%.

Un essor des mobilités basé sur le "tout-automobile", coûteux et vulnérable

Ce "désir de campagne" motivé par la recherche de meilleure qualité et

cadre de vie, une envie d'autonomie et de liberté qu'incarne l'accès à la maison individuelle, est aussi la résultante d'un arbitrage financier des ménages entre coût d'acquisition du logement et niveau des taxes locales qui s'y rapportent, et coût quotidien des transports pour se rendre sur son lieu de travail.

Mais l'attrait du périurbain et aujourd'hui de certains cantons ruraux est coûteux sur le plan environnemental par la consommation de terres agricoles et naturelles qu'engendre la construction de pavillons. Son impact sur les écosystèmes et le maintien de la biodiversité va même à l'encontre du maintien de la qualité de la vie à la campagne, premier facteur d'installation des néo-ruraux.

Basée sur un différentiel favorable aux coûts de transport, la dissociation croissante entre espaces de vie, de travail et de loisir, implique une forte mobilité géographique des individus, au centre de laquelle se trouve l'automobile : seulement 16% des ménages du rural n'en possèdent pas, contre 11% de ceux résidant dans le périurbain, mais 22% de ceux résidant en zone urbaine. Or celle-ci, comme l'a montré la crise de 2008, est aussi vulnérable aux aléas des prix des produits pétroliers.

L'économie résidentielle qui se développe par exemple dans les communes des côtes de Meuse classées dans le Parc naturel régional de Lorraine mérite que l'on s'interroge sur la recherche d'un équilibre durable.

19 000 résidences secondaires, mais une activité touristique dépendante des conditions climatiques

L'activité touristique est un autre potentiel de développement des territoires, à la fois en volume de consommation, en emplois et en image, les citadins répartissant sur un certain nombre de secteurs privilégiés, une part notable du revenu urbain.

À ce titre, l'eau, la forêt, les paysages des côtes de Meuse, la montagne vosgienne, la présence de trois parcs naturels régionaux (PNR des Ballons des Vosges, PNR des Vos-

ges du Nord et PNR de Lorraine) sont les atouts naturels du rural lorrain prisés de ses résidents, mais qui attirent aussi des visiteurs extérieurs pour de courts ou longs séjours. Une situation favorisée par la proximité des grandes agglomérations que sont Nancy, Metz, Thionville, Forbach, Strasbourg ou encore Luxembourg et Sarrebruck, qui à elles seules représentent un ensemble de 2,5 millions d'habitants, à une heure ou moins de voiture.

Une des formes les plus répandues de ce tourisme vert est constituée des résidences secondaires au nombre de 19 000 (soit 9% du parc des logements, contre moins de 2% dans le reste de la Lorraine). Gérardmer qui en compte 1 900, Xonrupt-Longemer et Mittersheim (600 chacune), Plombières-les-Bains (380), Bussang (350) et Sturzelbronn (300) sont les communes les plus emblématiques de ce phénomène. Globalement, le rural vosgien est celui des quatre départements lorrains qui en profite le plus en comptant 11 600 résidences secondaires, soit 60% à lui seul, notamment dans d'autres communes telles Bains-les-Bains, Ban-sur-Meurthe-Clefcy, Fraize, Le Val-d'Ajol, Plainfaing, Saint-Maurice-sur-Moselle, Vittel qui en comptent de 200 à 250 chacune.

En Moselle, les 2 400 résidences secondaires du rural sont surtout implantées dans le Bitcherland, au pied du Donon et autour des étangs de Gondrexange, Lindre, Mittersheim et du Stock. Dans la Meuse, le lac de La Madine, notamment à Heudicourt-sous-les-Côtes et Buxières-sous-les-Côtes, les étangs de Longeau et Lachaussée, le lac de Bonzée, où l'eau se conjugue avec les côtes de Meuse, et l'Argonne, abritent un peu plus de 4 000 villégiatures de ce type. En Meurthe-et-Moselle, le lac du Vieux-Pré à Pierre-Percée joue le même rôle.

Par ailleurs, environ 160 hôtels avec leurs 3 000 chambres et une centaine de campings avec leurs 11 000 emplacements, complètent l'offre d'hébergement. Corcieux dans les Vosges avec ses 5 campings est un des symboles de cette fréquentation estivale.

La pratique de la randonnée l'été, du ski ou des raquettes l'hiver dans 5

stations du rural vosgien (Bussang, Gérardmer, Le Valtin, Saint-Maurice-sur-Moselle, et Xonrupt-Longemer) est une autre composante essentielle. Toutefois, ce dernier type d'activité est entièrement dépendant des conditions météorologiques et dans une période de réchauffement climatique, les stations vosgiennes pâtissent d'être situées à une altitude relativement faible. L'apport financier de ce type de tourisme est donc aléatoire : faible pour la saison hivernale 2006/2007, bien meilleur en 2008/2009.

Enfin, le tourisme fluvial incite à quelques haltes le long du canal de la Mame au Rhin à Demange-aux-Eaux, Naix-aux-Forges, Pagny-sur-Meuse et Sauvoy (55), Gondrexange, Héming, Lagarde, Moussey (57) et du canal des Vosges à Fontenoy-le-Château, Harsault, Hautmougey et Uzemain (88) ; sur la Meuse à Consenvoye, Dieue-sur-Meuse, Dun-sur-Meuse, Euville, Lacroix-sur-Meuse, Saint-Mihiel, Sampigny, Stenay et Troyon (55) et sur la Moselle à Charmes (88).

Le tourisme plébiscité, surtout s'il est festif, ludique ou sportif

Le tourisme est aussi vecteur d'animation et de développement d'activités à travers d'autres éléments : les sites historiques et les musées, de grandes manifestations populaires, et des activités sportives notamment, dont la fréquentation représente autant de flux financiers qui se déversent dans l'économie locale.

Toutefois, les fréquentations de ces dernières années montrent que les goûts du public évoluent et tendent à privilégier les visites festives, ludiques et/ou sportives.

Ainsi, Fraisvertuy-City à Jeanménil (parc d'attraction pour jeunes enfants) et la Confiserie des Hautes Vosges à Plainfaing demeurent en 2008 largement en tête en termes de fréquentation avec 180 000 et 170 000 entrées. Le succès ne se dément pas non plus, et la fréquentation et l'intérêt sont en augmentation pour la luge d'été de La Schlucht (92 000 entrées), les vieux métiers d'Azannes (38 500), le Fantastic'Arts de Gérardmer (32 500), le théâtre du peuple de Bussang (27 600), le che-

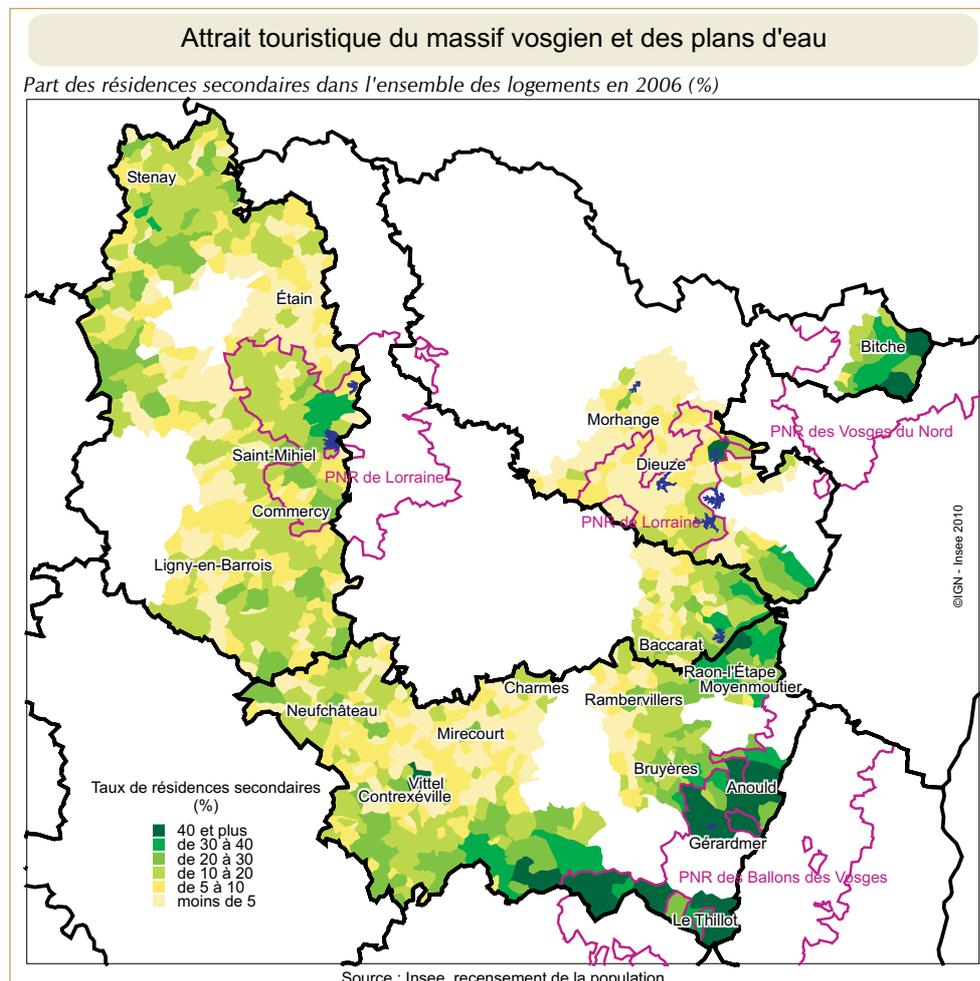
min de fer forestier d'Abreschwiller (25 000) et les parcs aventure de Bitche, Celles-sur-Plaine et La-Chapelle-aux-Bois (16 000 à 21 000).

Quelques villes et villages parviennent également à créer l'événement en organisant des manifestations qui associent souvent spécialités culinaires et braderie commerciale, même si cela ne dure généralement que le temps d'un week-end : Boulaincourt (melons), Lachaussée (poisson), Le Val-d'Ajol (andouilles), Rambervillers (tête de veau) ; de même pour Socourt (musiques traditionnelles) et Xaronval (village 1900), etc. Quant à la célèbre foire de Poussay, elle reste la 2^{ème} foire agricole de France et la plus grosse braderie du Grand-Est en drainant une foule considérable comme ce fut encore le cas autour de ses 1 200 camelots pour sa 411^{ème} édition en 2009. D'autres comme Fontenoy-la-Joûte ont su faire preuve d'imagination et d'innovation avec le concept de "village du livre" pour redynamiser tout au long de l'année une bourgade endormie.

À l'inverse, Domrémy-la-Pucelle,

avec 30 000 visiteurs en 2008, tant dans la maison natale de Jeanne-d'Arc qu'à la basilique de Bois-Chenu, s'il reste un des sites les plus fréquentés, reçoit 3 fois moins de visiteurs qu'en 2005. Tout comme Grand (amphithéâtre romain et mosaïques) qui a vu le nombre de ses visiteurs ramené de 26 000 à 20 000 en 3 ans.

De même, beaucoup de musées restent sur des chiffres de fréquentation modestes et stables : 6 000 à 7 000 entrées bon an mal an pour ceux de Darney (préhistoire), Hennezel (verre et activités de la forêt) et Ville-sur-Illon (bière) ; 8 000 à 10 000 pour ceux de Mirecourt (lutherie-archèterie et musique mécanique) ; 10 000 à 15 000 pour ceux de Marsal (sel), Stenay (bière), Le Thillot (mines) ; 17 000 pour ceux de Meisenthal et Saint-Louis-lès-Bitche et 26 000 pour celui de Baccarat (verre et cristal). Idem pour les sites de Montmédy (citadelle) et Les Thons (ancien couvent) qui plafonnent à 15 000 et 20 000 visiteurs. Quant à la citadelle de Bitche, elle enregistre certes entre 50 000 et 60 000 entrées annuelles, mais ce nombre n'augmente pas.



Quant aux jardins, qu'il s'agisse de ceux d'Autrey, Ban-de-Sapt, Granges-sur-Vologne ou Xonrupt-Longemer, ils sont toujours visités chaque année par 6 000 à 10 000 personnes.

Reste le tourisme de mémoire, eu égard notamment aux combats de la première guerre mondiale en Meuse. S'il est en vogue lors des spectacles de "Connaissances de la Meuse" à Houdainville et Thillombois, il reste moins connu sur les sites des Éparges, Romagne-sous-Montfaucon (cimetière), Saint-Rémy-la-Calonne, Troyon (fort), Vauquois, etc.

Au final, le musée de Vic-sur-Seille fait figure d'exception, et peut-être de modèle, en étant un des seuls à voir sa fréquentation, et sa renommée, réellement progresser grâce à sa politique d'exposition temporaire : 48 000 visiteurs pour Gallé en 2009 (soit près de 4 fois plus qu'en 2005), prouvant que l'événementiel n'est pas réservé qu'au tourisme urbain.

4 100 emplois touristiques et des habitants supplémentaires lors des pics de fréquentation

Côté emploi, l'activité touristique et ses 900 entreprises ont généré 4 100 emplois en 2006, dont 50% dans la restauration et 40% dans l'hébergement. Mais pour près de 40% des 1 200 salariés concernés, elle ne s'effectue qu'à temps partiel.

La présence de visiteurs extérieurs oblige à dépasser le concept de population résidentielle mesurée par les enquêtes de recensement pour adopter celui de population présente. Celle-ci regroupe l'ensemble de la population

présente à un moment donné sur le territoire, résultante du double mouvement entre les départs en voyage des habitants et les arrivées de touristes, français ou étrangers (sous réserve que ceux-ci séjournent au moins une nuitée sur place). Une présence qui induit des consommations et donc une activité économique, mais sous-entend également que certains équipements soient calibrés en fonction de la population maximale pouvant être présente sur le territoire.

Les bassins de vie de Gérardmer et Corcieux (88) sont les plus emblématiques de ce phénomène : leur population est capable de doubler à certaines périodes de l'année. Trois autres bassins de vie connaissent également une surpopulation estivale : Le Thillot et Bains-les-Bains (88) et Vigneulles-lès-Hattonchâtel (55), respectivement, 33%, 51%, 65%.

4 stations thermales où le séjour de remise en forme pallie l'érosion de la cure traditionnelle

Le rural vosgien est de longue date un territoire réputé pour la qualité de ses eaux. En sus des eaux en bouteille, 4 stations thermales y sont en activité qui ont accueilli 11 500 curistes en 2008 : Bains-les-Bains et Plombières-les-Bains (un peu plus de 4 000 chacune), Vittel (3 000) et Contrexéville (400). Mais la fréquentation des stations vosgiennes stagne depuis plusieurs années, ce qui n'est pas sans incidence sur les autres secteurs de l'économie locale qu'elle soutient en grande partie : hébergement, restauration,

commerce, animation culturelle, casino, etc. qui répondent aux attentes des curistes.

La bonne santé du thermalisme est aussi un enjeu pour les collectivités pour lesquelles il est une charge lourde à assurer, ne serait-ce que pour améliorer l'accueil et l'attractivité de la station. Cela est d'autant plus vrai dans les Vosges où les quatre communes concernées sont de petite taille (de 1 300 à 5 800 habitants, avec une population qui baisse depuis 1999 pour trois d'entre elles) et doivent se doter d'équipements structurants, tels parc, piscine, cinéma ou théâtre, et de personnels nécessaires pour les entretenir et les faire fonctionner. À cela s'ajoutent les frais liés au fleurissement, à l'éclairage, à l'assainissement, au stationnement, etc.

Toutefois, face à l'érosion de la cure médicale traditionnelle "18 jours assurés sociaux", les stations vosgiennes, comme leurs homologues françaises, ont développé de nouveaux concepts qui intègrent l'eau et la remise en forme pour séduire de nouveaux clients. Elles proposent depuis quelques années des séjours et des journées de remise en forme, beauté du corps, soins personnalisés, non pris en charge par la Sécurité sociale, visant une clientèle plus jeune et active : Vittel s'est spécialisée dans la remise en forme ; Contrexéville a axé son développement sur la surcharge pondérale et ses complications en devenant la "capitale minceur" ; Plombières-les-Bains a créé le centre Calodaé qui a enregistré 39 000 "accès détente" l'an dernier.

Mais le marché thermal, qu'il soit "traditionnel" ou de "détente" est très concurrentiel, entre stations vosgiennes, françaises, voire étrangères. En Lorraine, le 1^{er} site est de très loin la station d'Amnéville qui en 2008 a accueilli 14 800 curistes (soit davantage que les 4 stations vosgiennes réunies) et a comptabilisé 660 000 "accès détente". Et si Plombières-les-Bains compte aujourd'hui 10 fois plus d'"accès détente" que de curistes traditionnels, leur nombre ne progresse pas alors qu'il a augmenté de 23% à Amnéville depuis 2005 et presque triplé à Langatte (57) depuis 2006.

Center Parcs : plus de 600 emplois directs en 2010

En 2010, un des événements majeurs dans le secteur touristique sera l'ouverture de Center Parcs qui va venir bouleverser et booster l'activité dans le canton de Lorquin.

Ce 4^{ème} Center Parcs de France, village de loisirs composé de 870 cottages en bois regroupés autour d'une bulle tropicale avec une capacité de 4 080 lits, traduit lui aussi l'aspiration du public vers un tourisme de détente.

D'une superficie de 440 hectares, dont 3 lacs, il sera situé sur les communes de Hattigny, Niderhoff et Fraquelung dans le canton de Lorquin (57). Un positionnement qui vise notamment à attirer une clientèle allemande, belge, luxembourgeoise et suisse, tout en bénéficiant de la proximité du TGV-Est européen pour les touristes parisiens, alors même que ces équipements couverts permettent de gommer la saisonnalité.

Sa réalisation représente un investissement de l'ordre de 240 millions d'euros pour le Groupe Pierre et Vacances.

Center Parcs permettra la création de 620 à 670 emplois directs (équivalant à 470 emplois à temps plein) ainsi que de nombreux emplois indirects, et devrait favoriser la revitalisation d'un secteur marqué il y a quelques années par la disparition de l'usine Bata.

285 places de formation en hôtellerie-restauration et réception sont ouvertes sur la Lorraine, auxquelles s'ajoutent 80 places de formation d'animateurs de loisirs (acrobranche, nautisme, etc.). Par ailleurs, 80 places supplémentaires en hôtellerie-restauration et réception seront ouvertes spécialement pour faciliter le recrutement. Ces actions seront dispensées sur les territoires de Lunéville, Sarrebourg et Saint-Dié-des-Vosges.

2ème partie : revenus et pauvreté, équipements

Revenus élevés tirés localement d'industries à haute valeur ajoutée ou du tourisme ;
d'autres revenus modestes issus des pensions, retraites et allocations diverses
Rôle structurant en termes d'équipements des pôles d'emploi ruraux et des chefs-lieux de canton

Ménages aisés autour de Mirecourt et Montmédy, très aisés à Vittelet et ses alentours

Parmi les 87 000 ménages fiscaux résidant dans les pôles d'emploi ruraux et les 146 000 résidant dans les petites communes rurales, 52% et 54% sont non imposés, soit deux et quatre points de plus que les ménages du reste de la région. Cet écart se retrouve dans le montant du revenu annuel moyen par foyer fiscal en 2006 qui demeure inférieur au reste de la Lorraine : 18 400 euros dans les pôles d'emploi ruraux et 17 700 euros dans les petites communes, contre 20 800 dans le reste de la Lorraine.

Analysée sur 10 ans, l'évolution du revenu annuel moyen joue toutefois, et surtout depuis 1997, en faveur des ménages résidant dans les petites communes rurales qui ont vu leur revenu augmenter plus vite que ceux de leurs homologues des pôles d'emploi ruraux et même des zones urbaines de la région.

Le niveau des revenus et leur répartition territoriale reflètent la présence de lieux de création de richesses liés localement dans quelques pôles d'emploi ruraux à une industrie ou au tourisme, alors que dans les petites communes rurales ils semblent correspondre davantage à l'arrivée récente d'actifs occupant des emplois de catégories moyenne et supérieure, voire à la localisation résidentielle de travailleurs frontaliers. Mais ils laissent aussi apparaître plusieurs îlots de grande pauvreté, notamment au cœur des pôles d'emploi ruraux et dans le rural le plus éloigné des zones urbaines.

Mais surtout, des écarts de revenu parfois très conséquents existent entre les ménages. Ainsi, ceux résidant dans la commune de Vittelet déclarent en 2007 un revenu fiscal médian de 20 100 euros par an et par unité de consommation (UC) et figurent parmi les plus aisés de tout le rural lorrain.

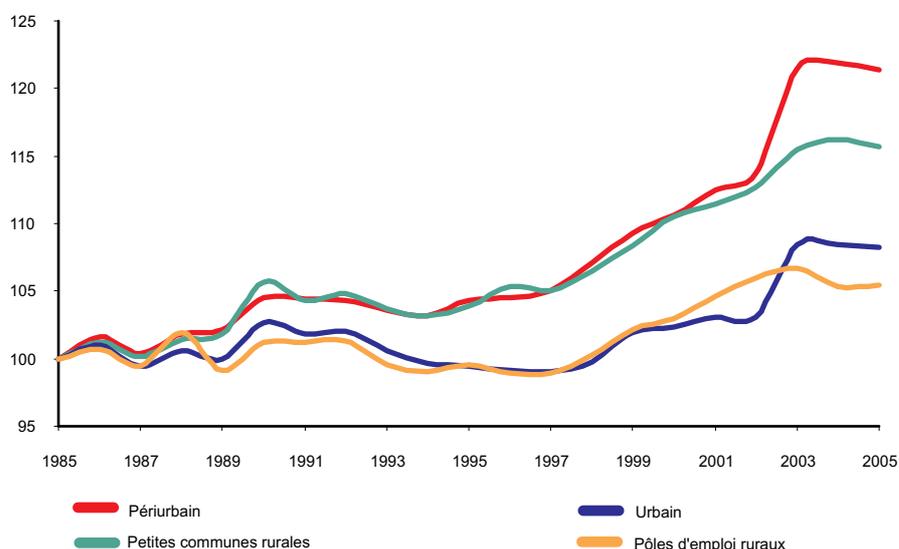
Parmi les villes-centres des pôles d'emploi ruraux, les ménages vittelettois devancent nettement ceux de Contrexéville (17 600 euros), Gérardmer (16 900 euros), Dieuze (16 200 euros) et Anould (16 100 euros). L'écart de revenu atteint 6 000 euros par an avec les ménages parmi les plus pauvres que sont ceux de Commercy, Stenay, Charmes et Saint-Mihiel (revenu compris entre 14 000 et 14 500 euros) et il culmine à 6 800 euros et 7 200 euros avec ceux de Rambervillers et Morhange (où le revenu n'est que de 13 300 euros et 12 800 euros).

L'activité économique tournée autour de l'eau (embouteillage et thermalisme) associée au tourisme fait donc du bassin d'emploi rural de Vittelet-Contrexéville l'un des plus coscous de la région qui en plus des deux cités internationalement connues, englobe aussi une dizaine de villages environnants (Haréville, La Neuveville-sous-Montfort, Mandres-sur-Vair, Monthureux-le-Sec, Norroy, Parey-sous-Montfort, Rozerotte, Saint-Remimont, They-sous-Montfort et Valleroy-le-Sec) où le revenu par an reste compris entre 18 000 et 20 500 euros.

Trois autres secteurs ruraux lorrains se distinguent également par un niveau de revenu supérieur à 18 000 euros, tiré d'une activité locale privée à haute spécialisation ou publique, ou d'un travail hors des frontières nationales, mais sans que ce niveau de revenu supérieur ne s'applique cette

Progression du revenu plus rapide dans les petites communes rurales que dans les pôles d'emploi ruraux

Revenu annuel net moyen par foyer fiscal, base 100 en 1985 en monnaie constante



Source : DGI

fois à la ville-centre du pôle d'emploi rural. Il s'agit de quelques villages autour de Ligny-en-Barrois (Chanteraine, Salmagne, Silmont et Velaines) où existent notamment une industrie optique renommée et de la construction automobile (autobus) ; autour de Mirecourt (Ambacourt, Poussay, Ramecourt et Villers) où dominent les fonctions hospitalières et le travail du bois ; et autour de Montmédy (Écouvies, Thonne-la-Long et Velosnes) où un tiers des actifs travaillent en Belgique.

À l'inverse, six secteurs ruraux pâtissent d'un niveau de revenu médian qui ne dépasse pas 15 000 euros. Il s'agit des cantons de Cirey-sur-Vezouze (54) et son voisin Réchicourt-le-Château (57) qui semblent encore marqués par un déclin industriel récent ; du nord meusien dans ses cantons de Damvillers, Dun-sur-Meuse et Montfaucon-d'Argonne ; du sud meusien de Gondrecourt-le-Château à Montiers-sur-Saulx ; des Vosges saônoises, de Plombières-les-Bains à Monthureux-sur-Saône en passant par Bains-les-Bains et Darney ; des val-

lées de la Mortagne et du Rabodeau autour de Brouvelieures, Rambervillers et Senones ; ainsi que du canton de Châtenois (88). Autant de secteurs qui ont en commun de présenter encore un profil ouvrier et/ou agricole marqué, tant parmi leurs actifs occupés que parmi leurs retraités.

Pensions de retraite et allocations chômage dans la région du Donon

L'étude de la composition des revenus montre que les traitements et salaires tirés de l'activité pèsent moins lourd dans les espaces ruraux que dans l'espace urbain : 62% contre 66%. La proportion plus importante des bénéficiaires des travailleurs indépendants dans le rural et surtout des personnes âgées et donc de revenus tirés des pensions et retraites y sont pour beaucoup, mais pas seulement.

C'est par exemple le cas dans les communes de Badonviller et surtout Avricourt, Frémonville et Val-et-Châtillon (54), Boulogny, Dun-sur-

Meuse, Montiers-sur-Saulx et surtout Varennes-en-Argonne (55), Bains-les-Bains, Bussang, Darney, Harsault et Senones (88) qui abritent souvent maisons de retraite et autres structures d'accueil pour personnes âgées. Ici, la part du revenu tiré des pensions et retraites atteint de 35% à 40%, contre 27% en moyenne pour l'ensemble du rural.

Mais un autre élément apparaît également localement dans la composition du revenu : la part des allocations chômage. Ceci est assez net dans la région située au pied du Donon, notamment à nouveau à Avricourt et Val-et-Châtillon (54) ainsi qu'à Réchicourt-le-Château (57), où elles participent à hauteur de 7% à 9% à la composition des revenus, et à un degré moindre à Moyenmoutier et Raon-l'Étape (88).

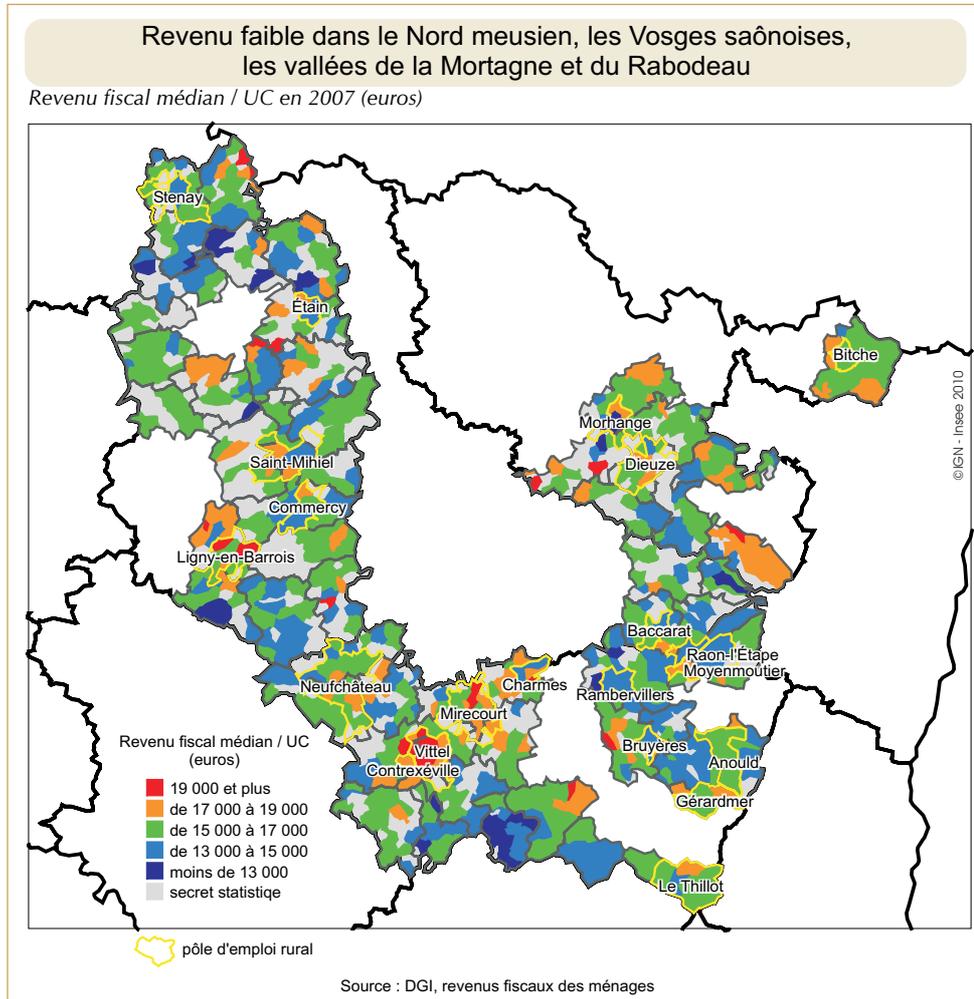
Pauvreté plus élevée dans les pôles d'emploi ruraux, surtout à Morhange et Rambervillers

Corollaire au niveau des revenus, présents ou passés, mais aussi aux conditions d'emploi, une pauvreté méconnue car moins importante (en effectifs) qu'en ville, moins dite voire cachée, et qui fait moins l'objet d'études existe aussi en milieu rural, notamment dans les pôles d'emploi.

Elle regroupe divers profils : les agriculteurs en difficulté (exploitants endettés, exploitants de plus de 50 ans ou retraités), les "sans emploi" des espaces anciennement industrialisés, les "travailleurs pauvres", les femmes isolées avec enfant(s), les personnes âgées dépendantes, les jeunes sans qualification ni emploi.

En 2007, dans le rural lorrain, elle concerne 50 000 personnes, soit 18% de la population des moins de 65 ans dans les pôles d'emploi, soit un niveau équivalent à celui observé dans les zones urbaines de la région, et 13% de celle des petites communes rurales (pour 15% dans l'ensemble de la Lorraine).

Géographiquement huit secteurs sont fortement ou très fortement touchés : les cantons de Cirey-sur-Vezouze (54) et Bains-les-Bains (88) où la proportion de personnes à bas revenu est de 23% à 24% ; les pô-



les d'emploi ruraux de Commercy et Stenay (55), Charmes et Raon-l'Étape (88) où elle est du même ordre ; et surtout les pôles de Morhange (57) et Rambervillers (88) où elle culmine à 25% et 31%.

Quant à la pauvreté au sens institutionnel, fin 2007, elle touche 19 000 personnes dans les espaces ruraux lorrains : 10 400 habitants sont couverts par le Revenu minimum d'insertion (RMI), 2 600 par l'Allocation de parent isolé (API) et 5 900 par l'Allocation aux adultes handicapés (AAH). Rapporté à la population pré-

sente, les pôles d'emploi ruraux sont là aussi plus impactés : la part des personnes bénéficiant du RMI (4,3%) ou de l'API (1,1%) y est presque le double que dans les petites communes rurales. Le taux de chômage parmi les 20-59 ans (10,5%) y est de deux points supérieur, tout comme la part des jeunes sans diplôme parmi les 20-29 ans (13%).

Sur le seul critère du RMI, on retrouve assez logiquement les mêmes secteurs défavorisés que pour la pauvreté monétaire : les cantons

de Cirey-sur-Vezouze (54) et Bains-les-Bains (88) et les pôles d'emploi ruraux de Stenay (55), Morhange (57), Charmes et Raon-l'Étape (88) où 5% à 6% de la population bénéficie du dispositif ; et ceux de Commercy (55) et Rambervillers (88) où cette part atteint 9%.

Équipements de proximité : dans les pôles d'emploi ruraux et 44 "bourgs-relais"

Tout comme les citoyens, les habitants des espaces ruraux ont besoin d'équipements, de services à la personne, d'éducation, de soins, de loisirs, et le tout situé à proximité de leur lieu de résidence, voire d'accès à l'internet haut débit. L'arrivée de néoruraux, ex-citadins, qui revendiquent une qualité de services identique à celle des villes, et la présence ponctuelle de visiteurs extérieurs renforcent cette attente tout en étant un levier dans la création d'entreprises et d'emplois.

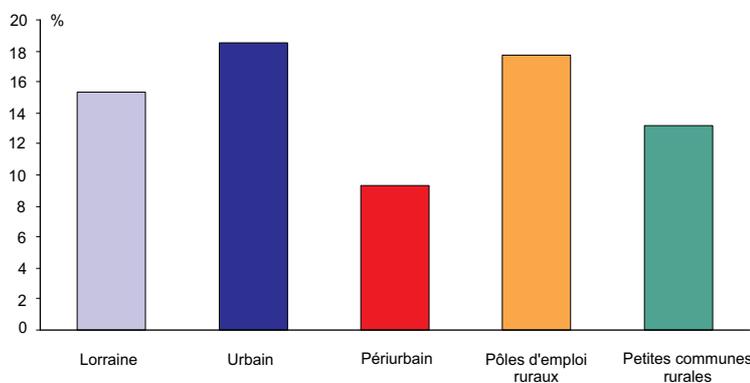
Toutefois, les zones rurales, surtout les plus faiblement peuplées, ne constituent pas à l'évidence les meilleures potentialités en termes de clientèles et d'usagers pour tous types de services et d'activités économiques.

En 2008, les 21 pôles d'emploi ruraux lorrains et leurs 152 communes comptent pourtant 2 750 équipements de la gamme de proximité, soit en moyenne 131 équipements par pôle ou 18 par commune qui les composent. Tous ces pôles disposent d'au moins 20 équipements sur les 23 de la gamme de proximité et assurent donc un véritable rôle de structuration et d'animation des espaces ruraux qui complète la hiérarchie dominée et polarisée par les grandes villes. C'est le cas notamment d'Étain et Stenay (55), Dieuze et Morhange (57), pôles les plus éloignés géographiquement des pôles concurrents et des premières métropoles.

Quant aux 937 petites communes rurales, elles ne sont pas a priori en reste avec leurs 4 000 équipements, mais en moyenne cela ne fait que 4 équipements par commune. Parmi elles, 513 en ont moins de 5 et 242 n'en ont même aucun. Il s'en trouve toutefois 44 qui disposent d'un socle

Une pauvreté dans les pôles d'emploi ruraux de même ampleur que celle des zones urbaines

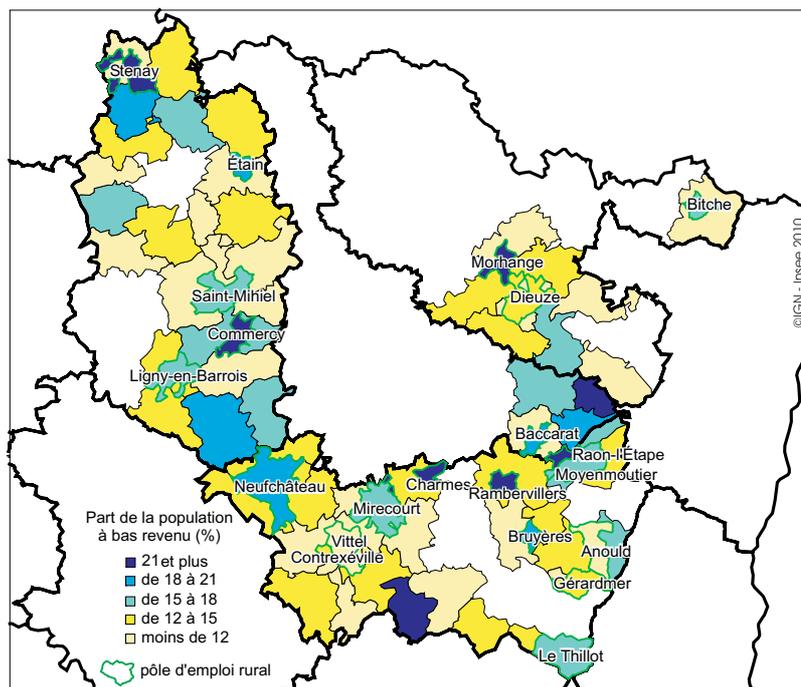
Part de la population à bas revenu parmi les moins de 65 ans en 2007



Source : CAF

Les pôles de Charmes, Commercy, Raon-l'Étape, Stenay, et surtout Morhange et Rambervillers, les cantons de Bains-les-Bains et Cirey-sur-Vezouze les plus touchés par la pauvreté

Part de la population à bas revenu parmi les moins de 65 ans en 2007 (%)



de 15 à 23 équipements et que l'on peut qualifier de "bourgs-relais". Même si ceux-ci restent de faible envergure, ils continuent toutefois d'exercer dans leur environnement proche un rôle plus important que ne le laisse supposer leur seul nombre d'emplois. Ces "bourgs-relais" sont surtout des chefs-lieux de canton : Badonviller et Cirey-sur-Vezouze (54), Clermont-en-Argonne, Montmédy et Vaucouleurs (55), Bains-les-Bains, Châtenois, Corcieux, Fraize, Plombières-les-Bains et Xertigny (88) pour les mieux équipés ; Damvillers, Dun-sur-Meuse, Fresnes-en-Woëvre, Gondrecourt-le-Château, Spincourt, Varennes-en-Argonne, Vigneulles-lès-Hattonchâtel et Void-Vacon (55), Château-Salins et Fénétrange (57), Bulgnéville, Darney, Dompierre, Larmarche et Monthureux-sur-Saône (88) pour les autres.

Mais l'on trouve aussi 17 communes non chefs-lieux de canton qui tiennent ce rôle : Granges-sur-Vologne, Liffol-le-Grand, Rupt-sur-Moselle et Le Val-d'Ajol (88) qui proposent 20

à 23 équipements ; Boulogny, Dieue-sur-Meuse, Lérerville, Pagny-sur-Meuse, Tréveray et Tronville-en-Barrois (55), Abreschviller, Goetzenbrück et Lemberg (57), Hadol, Lépages-sur-Vologne, Plainfaing et Vincey (88) qui en ont de 15 à 20.

Dans ces 44 "bourgs-relais", les services et professionnels les plus fréquents sont la réparation automobile et de matériel agricole, les maçons, les menuisiers-charpentiers-serruriers, les plombiers-couvreurs-chauffagistes, les boulangers, les restaurants et les écoles primaires. En revanche, on y recense peu d'agences immobilières, d'épicerie-superettes, de boucheries-charcuteries, de fleuristes, de dentistes, de masseurs-kinésithérapeutes et de taxis.

Par rapport à il y a dix ans, 3 équipements se retrouvent moins fréquemment : La Poste, les boulangeries (dans les petites communes) et les boucheries-charcuteries. Mais à l'inverse, la réparation automobile, les maçons et les coiffeurs sont plus courants.

Enfin, on peut signaler 19 très petites communes (moins de 500 habitants) qui disposent pourtant de 8 à 14 équipements : les 5 chefs-lieux de canton que sont Pierrefitte-sur-Aire, Montfaucon-d'Argonne, Montiers-sur-Saulx, Seuil-d'Argonne et Souilly (55) ; ainsi que les villages d'Avricourt (54), Billy-sous-Mangiennes, Dammarié-sur-Saulx et Dombasle-en-Argonne (55), Bénestroff et Héming (57), Grand, Lerrain, Madonne-et-Lamerey, Ménil-sur-Belvitte, Oëlleville, Vicherey, Ville-sur-Ilion et Vrécourt (88).

Ailleurs, comme par exemple à Bellefontaine et Les Poulières (88), des "multiples ruraux" créés et financés par l'Etat tentent de remédier aux besoins en proposant sur un même lieu épicerie, bar-tabac, presse, loterie, bimbeloterie.

Équipements intermédiaires : dans les pôles d'emploi ruraux et seulement 16 "bourgs-relais"

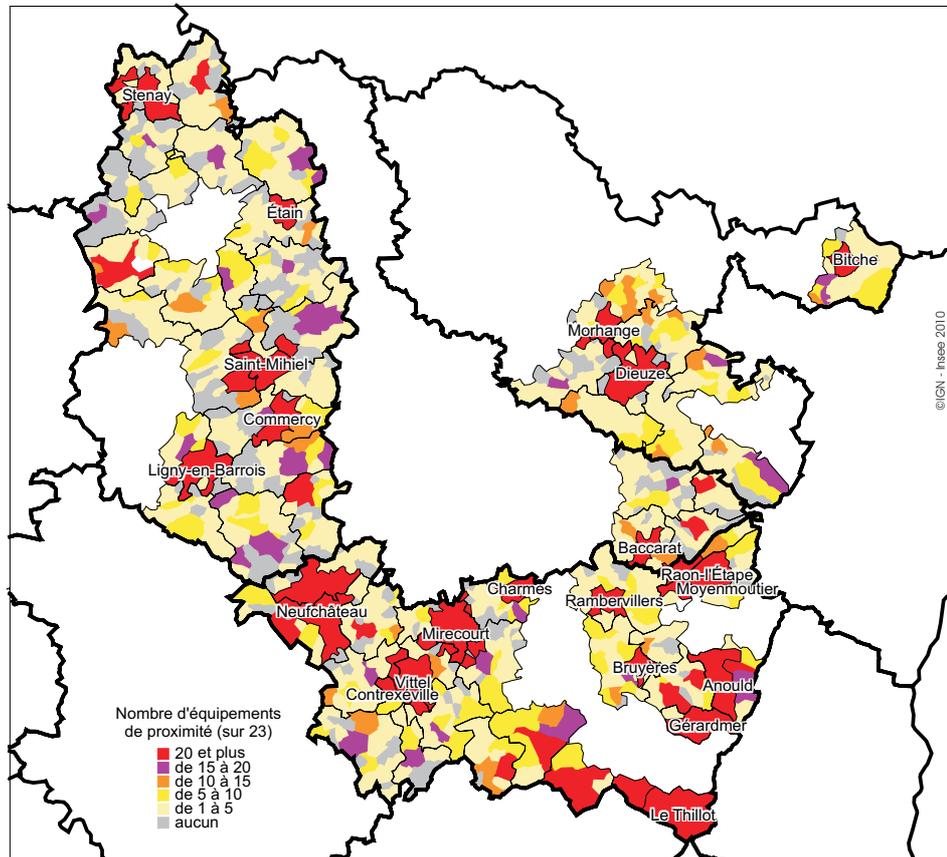
L'implantation des équipements de la gamme intermédiaire reprend celle de la gamme de proximité mais elle est géographiquement plus concentrée.

Les 21 pôles d'emploi ruraux lorrains comptent, en 2008, 1 100 équipements, soit en moyenne 53 chacun. Et parmi les 28 que compte la gamme, seuls les pôles d'Anould et Contrexéville (88) en ont moins de 20. On y trouve en grand nombre des magasins de vêtements, et à un degré moindre supermarchés, écoles de conduite, soins de beauté, librairies-papeteries, drogueries-quincailleries et ambulances. En revanche, il y a relativement peu de magasins d'équipements du foyer, d'opticiens, de services d'aide aux personnes âgées et d'établissements de garde d'enfants pré-scolaire.

Mais c'est surtout parmi les 937 petites communes rurales que les équipements intermédiaires font défaut. On n'en recense que 700, soit en moyenne moins de 1 par commune. Et seulement 16 "bourgs-relais" émergent dans le paysage : 13 chefs-lieux de canton : Montmédy et Vaucouleurs (55), Château-Salins (57), Châtenois et Fraize (88) qui comptent de

Les pôles d'emploi confortés par 44 «bourgs-relais» souvent chefs-lieux de canton Dieuze, Étain, Morhange et Stenay pôles isolés

Équipements de la gamme de proximité en 2008



Source : Insee, base permanente des équipements

15 à 20 équipements ; alors que Blâmont et Cirey-sur-Vezouze (54), Gondrecourt-le-Château (55), Bains-les-Bains, Darney, Monthureux-sur-Saône, Plombières-les-Bains et Xertigny (88) en ont entre 10 à 15. Quant aux autres communes assez bien équipées, elles ne sont que 3 : Rupt-sur-Moselle (88) d'une part, Liffol-le-Grand et Le Val-d'Ajol (88) d'autre part.

Les équipements intermédiaires les plus courants y sont la police-gendarmerie, les entreprises du bâtiment, les services d'ambulance et les hébergements pour personnes âgées. Mais on relève relativement peu de contrôles techniques automobiles, de blanchisseries, de bijouteries, d'opti-

ciens, de pédicures-podologues, de laboratoires d'analyses médicales et d'établissements de garde d'enfants pré-scolaire. Et en dix ans, on a vu surtout disparaître les magasins de chaussures, d'électroménager et de meubles, les drogueries-quincailleries.

Aides à l'installation et maisons de santé, alternatives au déficit de médecins généralistes

La question du maintien des services publics et la refonte des schémas hospitaliers avec l'abandon d'unités dans les hôpitaux de proximité attisent dans le même temps des angoisses à l'égard de futurs "déserts médicaux".

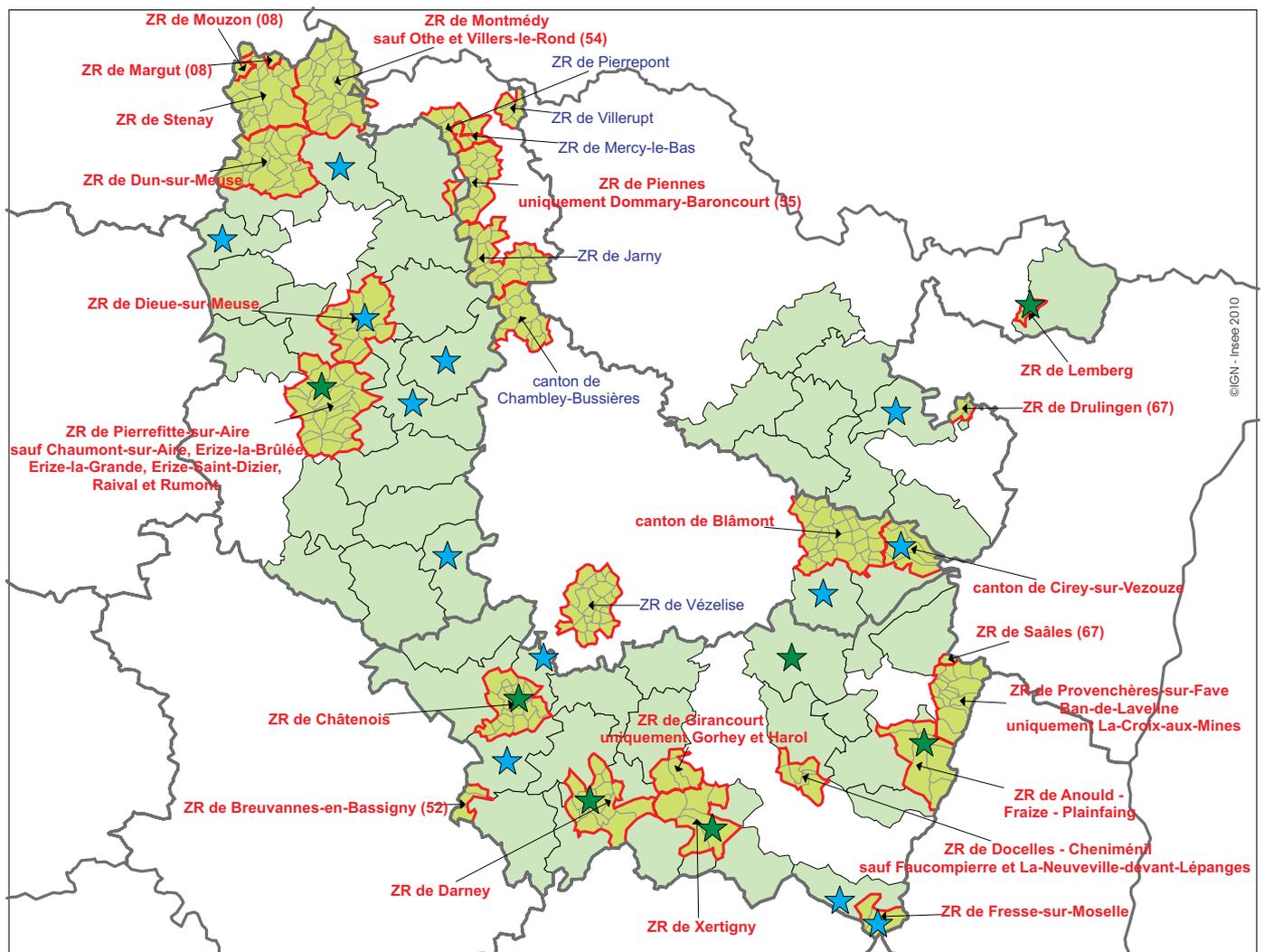
La présence ou la proximité immédiate de professionnels de santé est en effet, parmi les services et équipements de proximité, un critère déterminant dans les choix résidentiels des ménages, tout comme celle de structures d'accueil parmi les équipements intermédiaires et d'hôpitaux parmi les équipements supérieurs.

En ce domaine, les espaces ruraux lorrains comptent en 2008, 548 médecins généralistes, 164 dentistes, 318 infirmiers, 200 masseurs-kinésithérapeutes et 145 pharmacies.

Rapportée à la population présente, la densité de médecins généralistes dans les pôles d'emploi

201 communes éligibles aux aides à l'installation de médecins généralistes

Zones de recours en 2007



Maisons de santé (au 13/11/2008)

★ en activité ★ en projet

Les Zones de recours dont le nom figure en rouge sont dans l'espace rural. Celles dont le nom figure en bleu sont dans l'espace urbain et périurbain.

Sources : Mission régionale de santé Lorraine, ARH, URCAM. Arrêté n°22/05 du 12/10/2005 et avenant du 18/01/2007

ruraux est même supérieure à celle observée dans le reste de la Lorraine (111 pour 100 000 habitants, contre 108). En revanche, les petites communes rurales souffrent d'une présence nettement moindre de praticiens (seulement 69 pour 100 000 habitants). Les pôles d'emploi ruraux se distinguent également par une densité plus forte d'infirmiers (84 pour 100 000 habitants, contre 72 dans les petites communes rurales et 74 dans le reste de la Lorraine). Et pour ces deux professions de santé, ce sont les pôles d'emploi ruraux mosellans qui sont, proportionnellement à leur population, les mieux dotés.

Le maintien, voire l'installation, de médecins généralistes et d'infirmiers dans les petites communes rurales est donc un enjeu fort pour garantir à leurs habitants un égal accès aux premiers soins, d'autant qu'elles sont déjà souvent situées dans les secteurs les plus âgés de la région et ceux où le vieillissement à venir de la population sera le plus prononcé. Ce vieillissement concerne les professionnels eux-mêmes (34% des médecins généralistes libéraux exerçant dans les espaces ruraux lorrains ont 55 ans ou plus en 2007, contre 25% de leurs confrères du reste de la Lorraine).

C'est un des objectifs que se sont notamment fixés la Mission régionale de santé, l'Agence régionale de l'hospitalisation (ARH) et l'Union régionale des caisses d'assurance maladie (URCAM), qui au critère de densité en ont ajouté d'autres portant sur l'activité médicale et l'accessibilité, pour définir en 2007 dans la région 28 "secteurs déficitaires" en offre de soins de proximité, susceptibles de justifier l'instauration d'un dispositif d'aides aux médecins généralistes qui s'y installeraient.

201 communes rurales lorraines où vivent 71 000 habitants sont ainsi concernées par ce dispositif. Elles correspondent notamment à l'intégralité des cantons de Blâmont et Cirey-sur-Vezouze (54), et en totalité ou en grande partie à celles des zones de recours de Dieue-sur-Meuse, Dun-sur-Meuse, Montmédy, Pierrefitte-sur-Aire et Stenay (55), Anould-Fraize-Plain-

faing, Châtenois, Darney, Docelles-Cheniménil, Fresse-sur-Moselle et Xertigny (88).

La création de maisons de santé qui proposent une multitude de soins en un lieu unique est une autre solution pour pallier le risque de se retrouver sans offre médicale. Fin 2008, les espaces ruraux lorrains en comptent 13 en activité, accompagnées par la Région : Azerailles (54), Damvillers, Saint-Mihiel, Varennes-en-Argonne, Vaucouleurs et Vigneulles-lès-Hattonchâtel (55), Fénétrange (57), Bulgnéville, Le Thillot et Vicherey (88) ; et surtout Cirey-sur-Vezouze (54), Dieue-sur-Meuse (55) et Saint-Maurice-sur-Moselle (88) qui toutes trois se trouvent en "secteurs déficitaires". Sept autres étaient en projet : Rambervillers (88) et surtout Pierrefitte-sur-Aire (55), Lemberg (57), Châtenois, Darney, Fraize et Xertigny (88) qui répondent à la même attente.

Maillage hospitalier étendu dans les Vosges

Les espaces ruraux lorrains comptent fin 2008 un parc hospitalier de 31 établissements, publics et privés, regroupant un peu plus de 2 200 lits, sur les 137 hôpitaux et 17 600 lits comptabilisés en Lorraine (*). 21 sont implantés dans les pôles d'emploi ruraux et les 10 restants dans de petites communes rurales qui sont chefs-lieux de canton.

Le département des Vosges, qui regroupe à lui seul un peu plus de la moitié des établissements et des lits, dispose d'un maillage étendu sur son territoire, avec en tête en termes de capacité, les hôpitaux de Mirecourt (350 lits**), Neufchâteau (250 lits), Vittel (160 lits) et Moyenvoutier (145 lits***).

Toutefois, rapportés au nombre d'habitants, les espaces ruraux de Moselle et Meurthe-et-Moselle sont mieux dotés avec respectivement 88 et 107 lits pour 10 000 habitants, grâce notamment à la présence des hôpitaux de Lorquin (240 lits), Abreschviller (160 lits) et Baccarat (140 lits).

Le rural meusien fait en revanche figure de parent pauvre tant en couverture du territoire qu'en

nombre de lits. Pour une superficie presque équivalente au rural vosgien, il ne peut compter que sur les hôpitaux de Commercy et Saint-Mihiel (160 lits à eux deux, soit seulement 14 lits pour 10 000 habitants). De fait, 16% des ruraux meusiens sont à plus de 30 minutes du premier établissement de santé court séjour, contre moins de 2% de leurs homologues vosgiens. Leur éloignement reste également marqué en ce qui concerne l'accès aux services d'urgence, desquels 33% d'entre eux sont distants de plus de 30 minutes. Mais 33% des ruraux vosgiens, 23% des ruraux meurthe-et-mosellans et 19% des ruraux mosellans connaissent aussi cette situation.

Dans le rural, comme ailleurs, les contraintes économiques, techniques, voire démographiques, ont poussé à une concentration ou mutualisation des plateaux techniques et à la coopération des établissements, pour approcher la notion de seuil minimum garant de l'efficacité et de la compétence. À ce titre, il ne reste ainsi plus qu'une seule maternité dans le rural lorrain sur les 24 que compte la région, celle de Neufchâteau. En 2008, celle-ci a enregistré 472 naissances, dont 22% de mères haut-marnaises et 6% de mères meusiennes.

Enfin, les plus grosses structures hospitalières présentes dans le rural touchent deux publics spécifiques : les déficients psychiatriques, traités à l'hôpital Ravenel de Mirecourt ; et les enfants et adultes handicapés ou en difficulté, soignés pour beaucoup en Moselle dans les centres d'Albestroff, Morhange, Saint-Quirin, Vic-sur-Seille, et surtout Abreschviller et Lorquin.

(*) établissements de santé et lits installés en section "Hôpital" (médecine, chirurgie, obstétrique, psychiatrie, soins de suite et de longue durée - établissements publics et privés au 31/12/2008, source DRASS)

(**) répartis dans 2 établissements

(***) répartis dans 3 établissements

Taux d'équipement supérieur du rural pour l'accueil des personnes âgées

En direction des personnes âgées, les espaces ruraux lorrains comptent en 2009, 76 maisons de retraite qui offrent 5 900 places, avec plus de la moitié des implantations et des capacités dans les petites communes rurales ; 13 foyers-logements comptant 550 places ; et 15 unités de soins longue durée d'une capacité de 470 lits, en majorité dans les pôles d'emploi ruraux. Le département des Vosges est encore celui dont l'équipement est le plus conséquent : pour ces trois types de structure, il rassemble à lui seul la moitié des établissements (53 sur 104) et des lits ou places (3 800 sur 6 900).

Rapporté à la population des 75 ans et plus, le rural lorrain est mieux équipé que le reste de la région pour accueillir les personnes âgées : il dispose de 175 lits pour 1 000 habitants de cette tranche d'âge, contre 167 en zone urbaine et 87 dans le périurbain. Une situation due aux ratios élevés observés dans le rural mosellan (194) et vosgien (187).

Pour compléter l'offre de services à destination des personnes âgées, les antennes "Aide à domicile en milieu rural (ADMR)", dont les activités s'étendent du portage de repas à domicile, à la garde à domicile de

jour comme de nuit, répondent à la problématique du maintien à domicile des aînés.

Enfin, le rural lorrain compte en 2009 près de 5 200 places pour accueillir les personnes âgées dépendantes (soit une sur trois parmi celles existantes en Lorraine), et 285 places sont disponibles pour la prise en charge des personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer (soit une sur quatre).

Vers un accès à l'internet haut-débit pour tous

Le déploiement accéléré de l'ADSL ces dernières années et l'émergence de nombreux services novateurs basés sur les hauts et très hauts débits (internet, téléphonie, télévision, visiophonie) ont mis en évidence des disparités entre zones d'habitat dense et économiquement rentables utilisant un réseau performant et zones géographiquement éloignées des "nœuds de raccordement abonnés" souvent rurales.

Si les perspectives envisagées en temps de développement du télétravail dans les espaces ruraux ne se sont pas (encore) réalisées, il reste que la demande des ménages est forte alors qu'existe une fracture numérique entre usagers bénéficiant de très hauts débits et habitants de zones blanches.

Pour assurer l'équité d'accès aux nouvelles technologies à l'ensemble des habitants, collectivités et entreprises qui ne pourraient pas disposer de vrais hauts débits dans les

conditions du marché à partir de la seule volonté des opérateurs, les Conseils généraux se sont lancés dans la construction de Réseaux Hauts Débits (RHD). De quoi favoriser l'attractivité et la compétitivité des entreprises et professionnels, tout en maintenant la qualité de vie et en respectant le choix de cadre de vie de chacun.

En Meurthe-et-Moselle, le projet Proximit-e, fruit d'un partenariat public-privé, se donne pour objectif de connecter les 231 communes mal desservies en 2008 pour couvrir 100% du département en juillet 2010, avec deux mégabits minimum.

En Meuse, le "RHD de Solidarité" joue de même du principe de subsidiarité pour intervenir là où les opérateurs privés ne trouvent pas de rentabilité en favorisant la mise en place des infrastructures nécessaires. Mais il n'a pas en charge leur exploitation, ni les prestations proposées aux clients qui relèvent, dans le cadre d'une délégation de service public, de la responsabilité du délégataire, Net55, et des fournisseurs d'accès.

En Moselle, le RHD 57 et ses 1 150 km contribue lui aussi au développement économique et à l'attractivité du département. Il dessert l'ensemble des territoires mosellans et raccorde 95 collèges publics et près de 80 zones d'activités économiques en traversant 360 communes mosellanes.

Équipements de la gamme de proximité :

Services aux particuliers (poste, banque, garage automobile, maçonnerie, peinture et revêtement, menuiserie, plâtrerie, charpente en bois, plombier-chauffagiste, couverture, électricité générale, coiffeur, restauration, agence immobilière) ; Commerces (alimentation générale-hyper-marché-supermarché, boulangerie-pâtisserie, boucherie-charcuterie, fleuriste) ; Enseignement (école maternelle, école primaire, collège) ; Santé-social (médecin généraliste, dentiste, infirmier, masseur-kinésithérapeute, pharmacie) ; Transports (taxi).

Équipements de la gamme intermédiaire :

Services aux particuliers (police et gendarmerie, pompes funèbres, contrôle technique automobile, école de conduite, entreprise générale du bâtiment, vétérinaire, blanchisserie et teinturerie, soins de beauté) ; Commerces (supermarché, librairie et papeterie, magasins de vêtements, d'équipements du foyer, de chaussures, d'électroménager, de meubles et d'articles de sports et de loisirs, droguerie-quincaillerie et bricolage, horlogerie et bijouterie) ; Enseignement (collège) ; Santé-social (opticien et lunetier, orthophoniste, pédicure et podologue, laboratoire d'analyses médicales, ambulance, hébergement et service d'aide pour personnes âgées, garde d'enfants d'âge préscolaire).

3ème partie : atouts/faiblesses, opportunités/menaces

Crise économique, restructurations militaires et vieillissement de la population

Nouveau recul récent de l'emploi industriel dans les Vosges

Si en 2006, date du dernier recensement, les espaces ruraux lorrains avaient retrouvé leur niveau d'emploi de 1990, depuis, deux événements capitaux sont venus bousculer la donne et faire planer une ombre menaçante sur ce renouveau récent de l'emploi : la crise économique apparue en 2008 et la reconfiguration des implantations militaires.

Face à ce double séisme, la création de 600 emplois (équivalents à 450 temps pleins) prévus par Center-Parcs dans le canton de Lorquin (57) est bien sûr la bienvenue mais elle ne compensera pas les emplois déjà disparus ni ceux fortement menacés.

Depuis début 2008, sans compter les ralentissements d'activité et autres périodes de chômage partiel, ce sont en effet 1 000 emplois qui ont été détruits dans le rural lorrain, dont 800 dans l'industrie touchant aux activités historiques telles : le textile qui perd 250 emplois, l'automobile 140, le meuble 120, le verre 100, le bois 50, le matériel électrique 45, etc. Le rural vosgien est celui qui paie le plus lourd tribut, encaissant à lui seul les trois quarts de ces pertes d'emploi, par licenciements voire fermetures de sites, notamment dans les secteurs de Mattaincourt - Gironcourt-sur-Vraine ((Manufacture vosgienne de meubles et O-I Manufacturing), Gérardmer - La Chapelle-devant-Bruyères (Wagon Automotiv, Scierie François Cuny et Yéramex), Ferdrupt - Ramonchamp - Le Thillot (Kohler, Filature de Ramonchamp, Martival cuisines, SA Curien, Tanneries Grosjean) et Celles-sur-Plaine (Faurécia).

À ce triste bilan, s'ajoutent des menaces qui pèsent sur la pérennité de 1 200 autres emplois, notamment dans la Meuse : 140 postes à la Sodelal à Tronville-en-Barrois, 45 chez Essilor à Ligny-en-Barrois ; et encore et surtout dans les Vosges avec notamment 248 postes chez Manuest à Châtenois.

Fin 2008, dans l'ensemble du rural, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM) s'établit à 15 000 personnes, en augmentation de 12% en un an. Il faudra attendre encore quelques années pour que les statistiques enregistrent les effets de la crise mais tout laisse à penser qu'ils ne resteront pas sans conséquences économiques et démographiques, malheureusement néfastes, dans les territoires ruraux concernés, alors que dans le même temps aucune création nouvelle d'entreprise de grande envergure ne s'y profile, hormis Center Parcs et à plus long terme peut-être le développement de la plateforme de Damblain dans l'ouest vosgien.

Remise en cause des implantations militaires à Bitche, Commercy et Dieuze

Avec la révision générale des politiques publiques (RGPP), le gouvernement a entrepris une profonde restructuration de l'administration du territoire. Il s'est attaqué à la carte judiciaire et la réorganisation des tribunaux, a procédé aux fusions des services de l'Administration, de l'Équipement et de l'Agriculture, du Travail et de l'Action sociale et laisse peser des menaces sur les sous-préfectures. Autant de mesures qui touchent pour l'heure principalement le milieu urbain. Dans le rural, on notera toutefois les fermetures des tribunaux d'instance de

Saint-Mihiel (55), Château-Salins (57), Mirecourt et Neufchâteau (88) et celui de commerce de Mirecourt.

Mais l'espace rural est très concerné par le resserrement engagé des implantations militaires, qui laisse un avenir encore incertain aux sites de Bitche, Commercy et Dieuze, soit près de 3 200 personnels (militaires et civils).

À ce transfert direct d'emplois, s'ajoute en premier lieu un effet indirect qui découle de l'activité économique des régiments et correspond à l'emploi généré chez leurs fournisseurs de biens et services, sous-traitants, etc. Cet effet reste toutefois limité par leur système d'achat centralisé nationalement qui diffère grandement de celui qu'aurait un établissement industriel de taille comparable et par la nature des matériels utilisés.

En revanche, les retombées résidentielles à travers les dépenses de consommation courantes ou en logement des personnels sont plus significatives. Le départ d'environ un millier de familles occasionnant un manque à gagner pour les commerçants, artisans et entreprises. De même, le déménagement des 57^{ème} et 8^{ème} RA, et du 13^{ème} RDP, provoquerait également des modifications démographiques importantes : baisse de la population, départ d'enfants scolarisés (près de 200 pour la seule commune de Dieuze par exemple), réorganisation scolaire, etc. Bitche devrait toutefois peu pâtir du départ du 57^{ème} RA, compte tenu de l'arrivée du 16^{ème} Bataillon de chasseurs en provenance de Saargemund (Allemagne).

Dans ce contexte de fermeture ou de transfert des régiments militaires, l'État a proposé un contrat de redynamisation des sites de Défense qui avec d'autres subventions doivent

promouvoir la création ou le maintien d'emplois, notamment par le démarrage d'activités nouvelles, l'amélioration des infrastructures, la promotion des transports collectifs, éléments favorables au renforcement de l'attractivité des sites concernés.

Pôles d'excellence rurale pour soutenir des projets innovants et structurants

Visant à répondre à une série d'enjeux et d'ambitions prioritaires pour l'État dans un objectif de cohérence et de développement local, des appels à projets ont été lancés à partir de 2005 pour soutenir des projets innovants et structurants de développement durable des territoires ruraux, créateurs d'emplois directs et indirects, qui doivent permettre de créer ou conforter une véritable dynamique locale.

Ils sont étroitement liés aux Assises des territoires ruraux, dont l'objectif est d'établir un plan d'action renforçant l'attractivité de ces territoires et apportant des réponses concrètes aux attentes de leurs habitants.

Fondés sur un partenariat entre des collectivités locales et des entreprises privées, les projets doivent accroître la capacité économique des territoires ruraux ou répondre aux besoins de la population dans le domaine des services au public en fonction des évolutions des territoires.

Dix dossiers de pôles d'excellence rurale ont été retenus en 2006 puis 2007 dans les espaces ruraux lorrains. En Meurthe-et-Moselle, l'unité de méthanisation et développement des énergies renouvelables à Mignéville, portée par la communauté de communes (CC) de la Vezouze ; le pôle bijoux et métiers d'art à Baccarat, porté par la CC du cristal. En Meuse, la cité fluviale portée par la CC du Val Dunois ; le pôle d'excellence touristique transfrontalier, porté par la CC du Pays de Montmédy ; la station expérimentale, pédagogique et touristique des truffes, portée par la CC du Pays de Commercy. En Moselle, les stations vertes et bleues du développement touristique durable, portées par la CC du Pays de Sarrebourg. Dans les Vosges, le pôle "ameublement-

bois", porté par la CC du Pays de Neufchâteau ; le plan de gestion du site classé du lac de Longemer et ses abords à Xonrupt-Longemer, porté par la CC des Lacs et des Hauts-Rupts ; le développement du tourisme sur les Hautes-Vosges, porté par le Comité Départemental du Tourisme des Vosges en partenariat avec l'Association Départementale du Tourisme du Haut-Rhin ; la construction d'un ensemble immobilier destiné à la maison de santé et à une pharmacie à Vicherey, portée par l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) du Pays de Colombey-les-Belles et du Sud-Toulois (54).

Nouvelles structures et nouveaux outils de gouvernance pour un développement plus durable

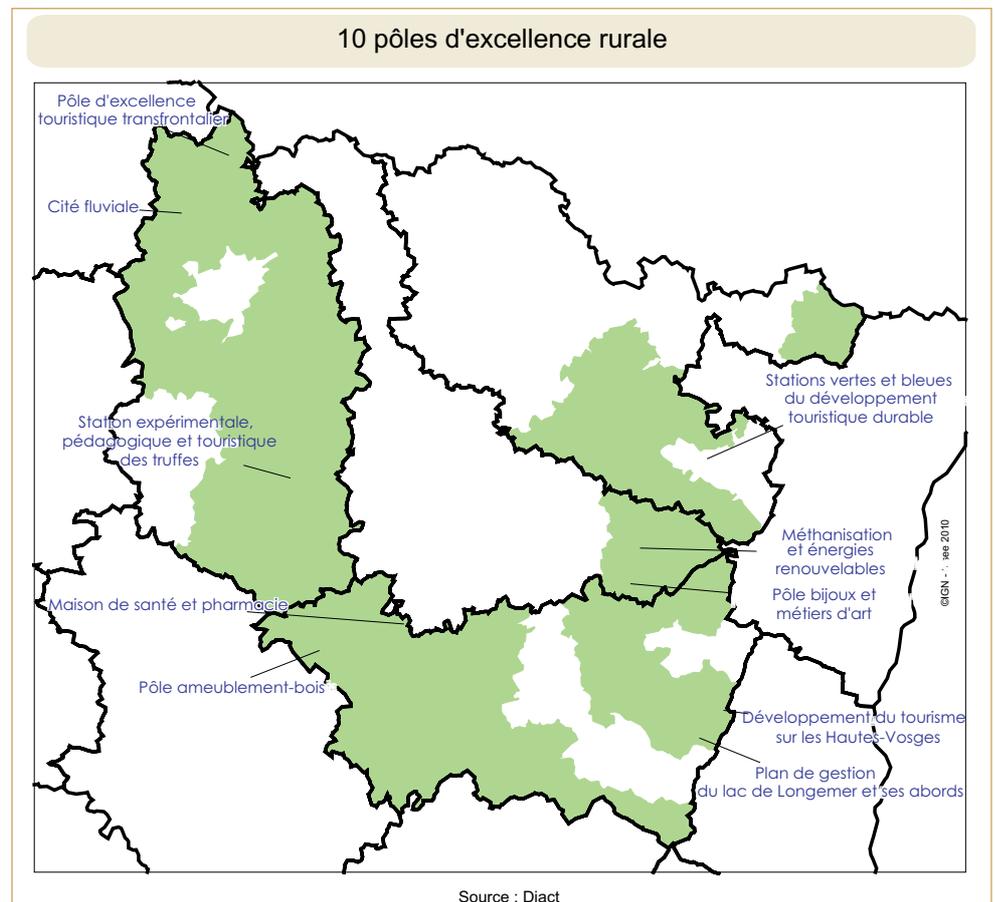
Résultant des migrations résidentielles, de l'intensité des relations entre ville et campagne, de l'émergence de nouvelles structures de coopération intercommunale, de la mise en place de nouveaux outils de gestion communale, les acteurs des territoires ruraux se diversifient : ré-

sidents permanents, associations, touristes, agents économiques, communes, EPCI, État, etc, qui mêlent de plus en plus public et privé.

Avec le vieillissement engagé de la population, le groupe social des retraités s'affirme alors que celui des agriculteurs, historiquement le plus ancré, recule, notamment dans la représentation politique.

En termes d'action publique, la décentralisation a renforcé le pouvoir des collectivités territoriales et fait émerger les EPCI, transformant les échelles de gestion et conduisant l'action publique sur un nouvel échelon géographique. La mutualisation des actions rendue possible par cette nouvelle organisation devrait faciliter le maintien des équipements au plus près de la population. Les Pays et les parcs naturels régionaux ouvrent par ailleurs aux citoyens des possibilités directes d'association à la définition de politiques publiques ou à l'élaboration de projets de territoire.

Quant aux documents d'urbanisme, tels les Plans locaux d'urbanisme et les Schémas de cohérence territoriale, ils jouent un rôle important dans la gestion foncière pour trou-



ver un équilibre entre une urbanisation qui se veut contrôlée et des espaces naturels à protéger.

Le rural lorrain compte ainsi fin septembre 2009, 15 Pays, 3 parcs naturels régionaux et 71 communautés de communes qui portent à 92% la part de la population vivant sous le régime de l'intercommunalité. Mais celle-ci reste inférieure à celle relevée dans le reste de la Lorraine (98%) car 96 communes, dont 82 vosgiennes, et près de 32 000 habitants restent en dehors du mouvement. Parmi elles, on retiendra Bellefontaine, Dounoux, Mattaincourt et Uzemain (800 à 1 000 habitants) et surtout Contrexéville, Vincey et Vitte.

Vieillesse plus précoce et plus prononcée, surtout dans les pôles d'emploi ruraux

En 2006, le rural lorrain compte près de 100 000 personnes de 60 ans et plus, soit 24% de sa population (contre 20% à 21% dans les zones urbaines et périurbaines).

Si les tendances démographiques observées sur la période 2004-2008 se prolongent, cette part atteindra 30% en 2020 en 34% en 2030 (contre 29% à 30% dans les zones urbaines et périurbaines), ce qui correspondra à une nette augmentation des effectifs considérés : 126 000 personnes âgées en 2020, 143 000 en 2030. Parmi elles le nombre de personnes de 80 ans et plus progressera encore plus vite, passant de 22 000 en 2006 à 29 000 en 2020 et 34 000 en 2030.

Dans le même temps, la part des moins de 20 ans vivant dans le rural lorrain, sera ramenée de 25% en 2006 à 22% en 2030, avec des effectifs qui passeront de 102 000 à 92 000. On peut même estimer qu'en 2010 le nombre de jeunes de moins de 20 ans y est déjà légèrement inférieur à celui des 60 ans et plus, une situation que connaissent également les zones urbaines mais qui ne touchera les zones périurbaines que dans sept ou huit ans.

Ce vieillissement plus précoce et plus marqué de la population du rural est surtout le fait des pôles d'em-

ploi ruraux. La présence de maisons de retraite fait que les 60 ans et plus y sont déjà plus nombreux que les moins de 20 ans mais c'est aussi là que les seniors seront proportionnellement à terme les plus nombreux : 32% en 2020, 36% en 2030.

Dans le rural, comme ailleurs, il y a là un véritable enjeu de société en raison notamment des conséquences économiques et sociales qu'il sous-entend (services à la personne, accueil et hébergement, soins médicaux, etc.).

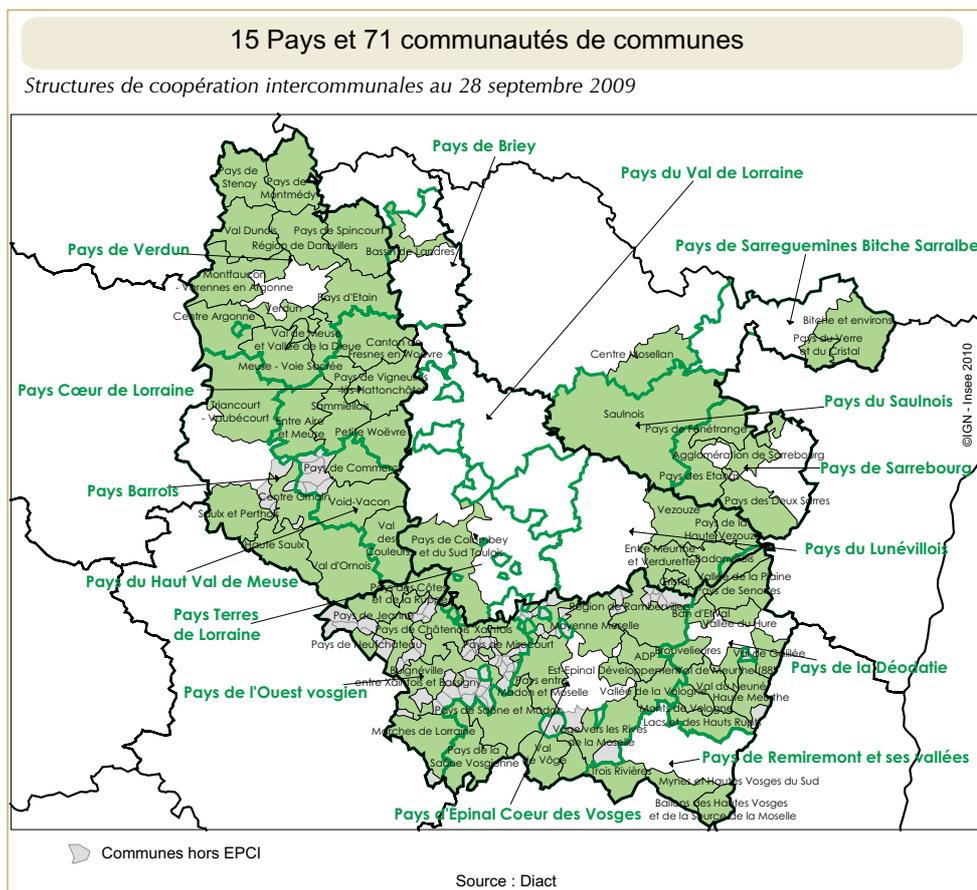
Quel avenir pour les zones peu denses et éloignées des villes ?

Alors que notre imaginaire reste polarisé par l'exode rural, les campagnes françaises et à un degré moindre lorraines ont profondément changé depuis deux décennies.

Les plus proches des villes sont désormais liées aux dynamiques urbaines. À l'origine lieux de production, elles tendent de plus en plus à devenir lieux de résidence pour au final se transformer en zone périurbaine, prolongeant d'autant l'espace urbain dans un hybride de vie à la campagne mais de travail quotidien en ville. Elles prouvent en tout cas que des espaces considérés jusqu'il y a peu comme peu attractifs peuvent le devenir à nouveau et notamment pour des jeunes couples avec enfant(s).

Le développement des déplacements domicile-travail apparaît comme le fait majeur de société pour comprendre les dynamiques territoriales des espaces ruraux lorrains. Il résulte d'un jeu combiné entre la concentration des emplois dans les zones urbaines, notamment du Sillon mosellan, et l'attraction exercée sur les ménages par le cadre de vie campagnard. S'il montre l'interdépendance quotidienne accrue entre pôles urbains et espaces ruraux proches des villes, il privilégie largement les territoires équipés, bien desservis et rapidement accessibles.

Toutefois, certains espaces ruraux qui profitaient jusqu'ici de la présence d'établissements industriels, voire d'un régiment, voient leur moteur économique s'appauvrir



avec la crise économique et la réorganisation de la carte militaire. Et surtout, d'autres situés aux franges de la région, ouest meusien et vosgien notamment, restent à l'écart du mouvement dans un attentisme qui vire à la dépression et dont on voit mal ce qui pourra les en tirer. La question de l'acceptation de l'existence de zones très peu denses que la population jeune, ne trouvant pas suffisamment d'emplois, finit par quitter ne laissant qu'une population âgée, est désormais posée.

■ Philippe DEBARD

Enjeux et interactions favorables des espaces ruraux lorrains

Attirer de nouvelles populations

- Maintenir les services et équipements de proximité
- Conserver le rôle structurant des bourgs-relais
- Favoriser une bonne desserte routière (transports individuels ou collectifs)

Répondre aux besoins en services

- Développer les services, notamment médicaux, en direction des personnes âgées
- Prendre en compte les attentes des néo-ruraux, notamment des bi-actifs
- Gagner la bataille des nouvelles technologies

Lutter contre l'enclavement et l'isolement géographique et social

- Contrer la marginalisation des franges ouest
- Prévenir la pauvreté dans les pôles d'emploi
- Faire face au vieillissement annoncé de la population

Appuyer les projets de territoires

- Accompagner la montée en puissance de l'intercommunalité, des pôles d'excellence rurale, des ZRR (zones de revitalisation rurale)
- Intégrer les agriculteurs dans la réflexion autour des SCOT
- Préparer l'ère post-industrielle et post-militaires

Définition du rural : à partir du Zonage en Aires Urbaines et en aires d'emploi de l'Espace Rural (ZAUER)

Longtemps, le rural a été présenté comme étant tout ce qui n'était pas urbain, ce qui restait d'un territoire lorsqu'on lui avait retiré ses zones urbaines les plus peuplées et souvent les plus dynamiques sur le plan économique.

Cet aperçu "en creux" par rapport à l'urbain fondé sur des normes en termes de continuité du bâti, portait en lui une vision négative des territoires ruraux, doublée d'une vision incomplète et dépassée de leur dynamique de fonctionnement et du mode de vie de leurs habitants.

Selon cette définition, le rural lorrain regrouperait alors 45% des habitants et couvrirait 81% du territoire régional.

En 1997, l'Insee a établi une nouvelle définition, qui tout en étant fondée sur la première, intègre des niveaux d'emploi et de taux d'attraction par l'emploi. Elle a abouti au Zonage en Aires Urbaines et en aires d'emploi de l'Espace Rural (ZAUER) qui est le zonage retenu pour cette étude. Il distingue l'espace à dominante urbaine de l'espace à dominante rurale et permet notamment de prendre en compte le phénomène de périurbanisation en s'appuyant sur l'attractivité des marchés locaux du travail.

Selon cette nouvelle définition, le rural lorrain regroupe 17% des habitants et couvre 47% du territoire régional.

L'espace à dominante urbaine comporte (définition simplifiée) :

- **les aires urbaines**, dont :
 - * les pôles urbains : unités urbaines (agglomérations) comptant 5 000 emplois ou plus ;
 - * les couronnes périurbaines monopolarisées : communes dont 40% ou plus des actifs résidents travaillent hors de la commune, mais dans l'aire urbaine.
- **les communes périurbaines multipolarisées** : communes dont 40% ou plus des actifs résidents travaillent dans plusieurs aires urbaines, mais sans atteindre ce seuil de 40% avec une seule d'entre elles.

L'espace à dominante rurale comporte (définition simplifiée) :

- **les aires d'emploi de l'espace rural**, dont :
 - * les pôles d'emploi ruraux : communes (ou unités urbaines) n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine et comptant 1 500 emplois ou plus ;
 - * les couronnes des pôles d'emploi ruraux : communes dont 40% ou plus des actifs résidents travaillent hors de la commune, mais dans l'aire d'emploi de l'espace rural.
- **les autres communes rurales** : communes n'appartenant ni à l'espace à dominante urbaine ni à une aire d'emploi de l'espace rural.

En France, la croissance retrouvée des espaces ruraux reste limitée à sept régions

Après une longue période de déclin puis de stagnation entre 1975 et 1990, la population des espaces ruraux français augmente à nouveau et compte 11,1 millions d'habitants en 2007, retrouvant, en volume, son niveau du début des années 1960. Proportionnellement, les ruraux sont toutefois moins nombreux : 18% de la population française en 2007, contre 24% en 1962.

Près de 75 000 habitants supplémentaires chaque année

Amorcé au début des années 1990, le renouveau démographique des espaces ruraux s'est depuis confirmé et amplifié : de près de 8 000 habitants supplémentaires chaque année entre 1990 et 1999, on est passé à près de 75 000 entre 1999 et 2007.

Avec désormais un taux d'évolution de 0,7% par an, les espaces ruraux

enregistrent une croissance relative qui reste inférieure de moitié à celle des espaces périurbains (1,3%), mais qui est supérieure à celle des espaces urbains (0,5%).

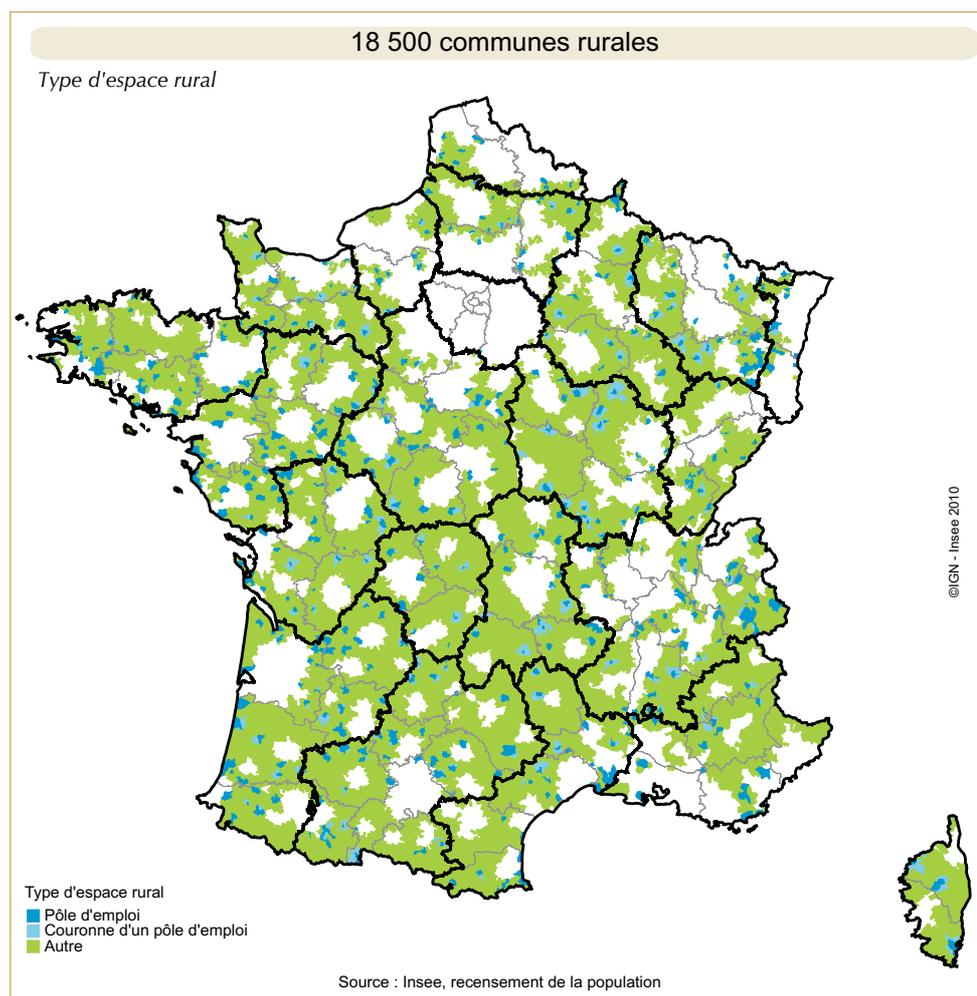
Cette croissance est portée par un solde migratoire positif, signe réel de leur attractivité. Mais celui-ci ne doit pas faire oublier que le solde naturel y demeure négatif (en moyenne sur huit ans, 132 000 décès par an pour seulement 117 000 naissances).

Sept régions très bénéficiaires

Toutefois, la croissance démographique des espaces ruraux est géographiquement très concentrée. Sept régions comptabilisent 81% des gains de population du rural observés entre 1999 et 2007, alors même qu'elles ne regroupent que 52% de la population rurale française.

Elles ont en commun d'être toutes situées au sud ou à l'ouest, là où la croissance démographique des espaces urbains et périurbains est également la plus forte. Il s'agit d'une part de Languedoc-Roussillon, Pays de la Loire, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes, où le développement du rural est visible depuis le milieu des années 1970 ; et d'autre part de l'Aquitaine, la Bretagne et Midi-Pyrénées qui les ont rejointes dans le peloton de tête au cours des années 2000. À l'inverse, les espaces ruraux des régions du Massif central (Auvergne et Limousin), et de l'Est (Bourgogne, Champagne-Ardenne et Lorraine) restent globalement en dehors du mouvement.

L'étude des données au niveau départemental permet d'affiner cette analyse : Aude, Gard et Hérault ; Loire-Atlantique et Vendée ; Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes et Var ; Isère ; Landes, enregistrent les plus forts taux de croissance du rural (11% à 21%) et confirment l'attrait pour le rural méridional, littoral ou alpin. En revanche, Ardennes et Haute-Marne ; Aisne ; Vosges ; Haute-Saône ; Côte-d'Or et Nièvre ; Allier, Cantal et Puy-de-Dôme ;



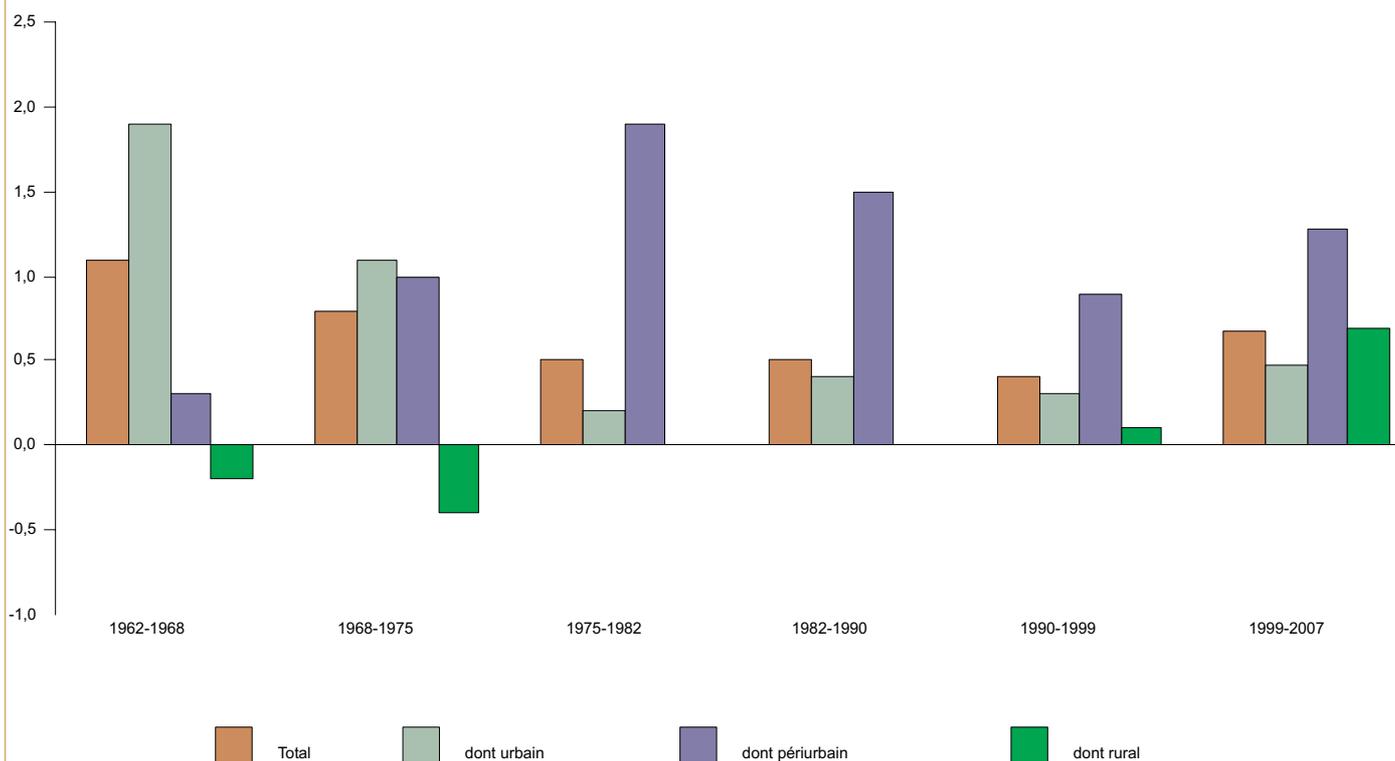
Creuse, voient la population de leurs espaces ruraux continuer à baisser comme c'est le cas depuis plus de 40 ans et illustrent la persistance de la "diagonale aride".

Cette dernière ne court cependant plus jusqu'aux Pyrénées car au cours des années 2000 les derniers départements du Sud-Ouest qui étaient touchés par l'exode ru-

ral (Ariège, Aveyron, Corrèze, Dordogne, Gers, Hautes-Pyrénées et même la Lozère) sont parvenus à y mettre fin.

Un taux de croissance désormais plus fort que celui de l'espace urbain

Taux annuel d'évolution de la population suivant le type d'espace (%)



Sources : Insee, recensements de la population - état civil

11,1 millions d'habitants dans le rural

Type d'espace	Population 2007	Évolution annuelle (nombre d'habitants)					
		1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2007
Pôle urbain - Ville centre	17 061 750	194 800	48 000	-75 250	-17 500	19 400	51 500
Pôle urbain - Banlieue	20 015 800	345 600	314 600	154 550	152 900	80 500	121 900
Pôle urbain	37 077 550	540 400	362 600	79 300	135 400	99 900	173 400
Périurbain - Monopolarisé	10 362 200	27 650	85 300	154 300	132 700	85 800	127 600
Périurbain - Multipolarisé	3 201 700	350	3 600	20 650	21 600	18 100	36 300
Périurbain	13 563 900	28 000	88 900	174 950	154 300	103 900	163 900
Espace rural - Pôle d'emploi	3 140 900	33 800	21 700	8 250	-300	2 600	13 200
Espace rural - Couronne d'un pôle d'emploi	270 200	-1 800	-1 050	1 850	2 000	500	2 100
Espace rural - Autres communes	7 743 000	-52 700	-60 750	-15 300	-6 400	4 800	59 800
Rural	11 154 100	-20 700	-40 100	-5 200	-4 700	7 900	75 100
Ensemble	61 795 550	547 700	411 400	249 050	285 000	211 700	412 400

France métropolitaine

Sources : Insee, recensements de la population

Savoir plus :

- Parc naturel régional de Lorraine : l'économie résidentielle à la recherche d'un équilibre durable, Économie Lorraine n°182, septembre 2009

- Recensement de la population de 2006 : La croissance retrouvée des espaces ruraux et des grandes villes, Insee Première n° 1218, janvier 2009

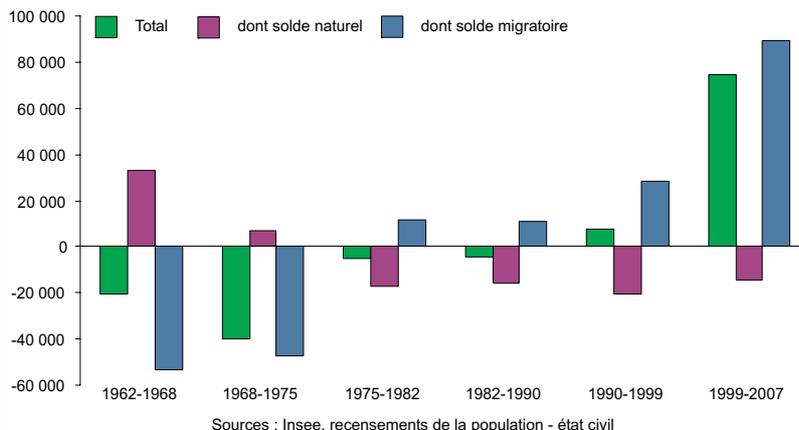
- Accessibilité aux équipements dans l'espace rural lorrain, Économie Lorraine n°75, février 2007

Sites internet :

- www.insee.fr

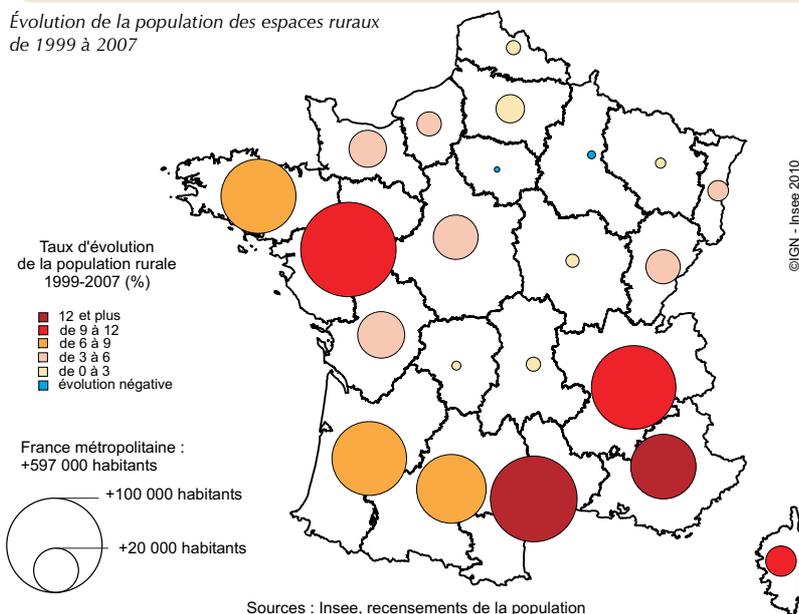
Un solde migratoire positif mais qui masque la dégradation du solde naturel

Composantes annuelles de l'évolution de la population des espaces ruraux (nombre de personnes)



81% des gains de population du rural concentrés dans sept régions du Sud et de l'Ouest

Évolution de la population des espaces ruraux de 1999 à 2007



Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi

Insee

Institut National de la Statistique et des Études Économiques
Direction Régionale de Lorraine

15, rue du Général Hulot
CS 54229

54042 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 91 85 85

Fax : 03 83 40 45 61

www.insee.fr/lorraine

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Jean-Paul FRANÇOIS
Directeur régional de l'Insee

COORDINATION RÉDACTIONNELLE

Christian CALZADA
Gérard MOREAU

RESPONSABLE ÉDITORIALE

ET RELATIONS MÉDIAS
Brigitte VIENNEAUX

RÉDACTRICE EN CHEF

Agnès VERDIN

RÉALISATION DE PRODUITS ÉDITORIAUX

Édith ARNOULD
Marie-Thérèse CAMPISTROUS

ISSN : 0293-9657

© INSEE 2010

Persistence de la « diagonale aride » des Ardennes au Cantal

Évolution de la population des espaces ruraux de 1999 à 2007

